

ÉCOLES > BLITZ DE NÉGOCIATIONS POUR ÉVITER LA GRÈVE PAGE A10

cyberpresse.ca

# LA PRESSE

## GANGS DE RUE

> LES SUCCESSEURS DES HELLS

À LIRE EN PAGE A4

> ILS SÉVISSENT À MONTRÉAL, EN BANLIEUE, ET JUSQUE DANS LES ÉCOLES

LA SUITE DE NOTRE DOSSIER DEMAIN ET DIMANCHE



### SPORTS WEEK-END > CINQ RENDEZ-VOUS SPORTS PAGES 5 À 8

Course à la direction La bisbille éclate au Parti québécois

# JOUR DE GALÈRE POUR ANDRÉ BOISCLAIR

À VOIR : DANIEL BRIÈRE  
SPORTS PAGE 5

## GOUVERNEURE GÉNÉRALE

### 1,3 million pour l'installation de Michaëlle Jean

GILLES TOUPIN

OTTAWA – L'installation de la nouvelle gouverneure générale du Canada, Michaëlle Jean, a coûté 1 346 500 \$ aux contribuables canadiens.

Selon des documents obtenus par *La Presse* grâce à la Loi sur l'accès à l'information, la transition entre Adrienne Clarkson et Michaëlle Jean aura coûté à elle seule 78 500 \$, ce qui comprend des frais de voyage entre Montréal et Ottawa, l'hébergement à Ottawa (67 000 \$) et le déménagement de Mme Jean (10 000 \$). S'ajoute à cela la location d'un bureau pour la période de transition, soit 28 000 \$.

> Voir INSTALLATION en page A8

Mon clin d'oeil STÉPHANE LAPORTE  
Si André Boisclair n'a jamais acheté de cocaïne, était-ce des pots de vin ou plutôt des pots de coke?

## SOMMAIRE

Astrologie du jour	ACTUEL 10
Bandes dessinées	ARTS 9
Bridge	ACTUEL 12
Décès	ACTUEL 11 et 12
Forum	A 18 et 19
Horaire cinémas	ARTS 6 et 7
Horaire télévision	ARTS 4
Loteries	A 16
Monde	A 14 à 16
Mots croisés	ACTUEL 9 et ARTS 8
Mot mystère	ARTS 9
Observateur	ACTUEL 8
Petites annonces	ACTUEL 8 et AFFAIRES 4
Vins et mets	ACTUEL 5

Météo  
Nuageux avec faible pluie, maximum 5, minimum 5, plus de détails en page SPORTS 8



PHOTO ANDRÉ TREMBLAY, LA PRESSE ©

« En dépit des pelures de banane que l'on met sur mon chemin, je suis un gars qui est fort. M. Parizeau disait que la politique est un sport extrême... Il avait raison », a répondu André Boisclair.

## « Qu'André Boisclair assume! » dit Pauline Marois

DENIS LESSARD ET TOMMY CHOUINARD

QUÉBEC – Sans cesse montrée du doigt pour les turbulences de la campagne d'André Boisclair, Pauline Marois a décidé de répliquer.

« Que M. Boisclair assume, qu'il

réponde lui-même aux questions, et que son camp cesse de s'essuyer les pieds sur moi », a-t-elle lancé pour rincer le clou à son rival, qui a vécu une journée difficile hier.

Du Saguenay, où elle faisait encore campagne après le débat de mercredi, Mme Marois a voulu stigmatiser

les nombreux péquistes proches de M. Boisclair. Ceux-ci, dans les coulisses, soutiennent que les déboires du favori ont été déclenchés par une campagne de dénigrement de Mme Marois et de son entourage.

Les rumeurs voulant qu'elle ait titisé les quatre candidats marginaux,

Jean Ouimet, Gilbert Paquette, Pierre Dubuc et Ghislain Lebel, pour qu'ils demandent publiquement à M. Boisclair de se désister de la course lui ont fait monter la moutarde au nez.

> Voir BOISCLAIR en page A5

## Une étude suggère d'enfouir des déchets radioactifs dans le bouclier canadien

FRANÇOIS CARDINAL

Bien que le Canada tire une partie de son électricité de source nucléaire, il ne sait toujours pas que faire des milliers de tonnes de déchets radioactifs qu'il accumule depuis des décennies. Un rapport déposé hier à Ottawa lui recommande de les enfouir bien profon-

dément dans le bouclier canadien, possiblement au Québec, pour des centaines de milliers d'années à venir. Coût estimé : 24 milliards de dollars.

« Nous ne voulons certainement pas laisser en héritage aux générations futures le problème des déchets nucléaires, écrit-on. Le temps d'agir est venu. »

Commandée par le gouvernement fédéral en 2002, l'étude de la Société de gestion des déchets nucléaires (SGDN) a été produite à la suite d'une consultation qui s'est tenue ces dernières années auprès de 18 000 personnes, dont 500 experts.

> Voir DÉCHETS en page A8



PARIS  
LA CRISE DES BANLIEUES  
PAGES A2 ET A3

NOUVEAU!  
**FLEXI TARIF\$**

Réservez vos billets dès aujourd'hui!  
**www.viarail.ca/flexitarifs**  
1 888 VIA-RAIL (1 888 842-7245)  
ATS 1 800 268-9503 (malentendants)  
® Marque de commerce propriété de VIA Rail Canada inc.

**VIA**   
VIA Rail Canada

# PARIS LA CRISE DES BANLIEUES

## Des cités qui s'enflamment une à une

### LES ZONES SENSIBLES

- > 751 zones urbaines sensibles (ZUS) recensées en France.
- > Cela représente 5 000 000 habitants.
- > 12% des élèves de ZUS sont de nationalités étrangères (contre 4% en dehors de ces zones).
- > 64% des élèves de ZUS sont issus de milieux défavorisés.
- > 20,7% de chômage (la moyenne nationale est de 10%).
- > 30 044 logements de ZUS doivent être détruits d'ici 2008.
- > Près d'une ZUS sur trois compte entre 20 et 30% de bas revenus.
- > Les ZUS ont deux fois moins d'établissements médicaux que le reste de la France et 8% n'en ont pas du tout.

Source: rapport 2005 de l'observatoire national des ZUS

KATIA CHAPOUTIER  
COLLABORATION SPÉCIALE

PARIS — La violence qui se propage comme une traînée de poudre dans les banlieues sensibles de la capitale française depuis une semaine, après la mort accidentelle de deux adolescents, pourrait s'étendre et perdurer.

« Ce fait divers, c'est tout simplement l'étincelle qui met le feu aux poudres en banlieue », s'exclame Bilguissa Diallo, Guinéenne de 30 ans issue d'une des zones dites sensibles, auteure d'un livre sur les difficultés des deuxièmes générations! « Cela n'est pas très surprenant, depuis le temps que Sarkozy joue au superfluc, la tension montait dans les cités », dit-elle.

En effet, le ministre de l'Intérieur a depuis quelque temps augmenté la présence policière dans les banlieues de manière tout à fait significative.

La mort des deux jeunes poursui-

vis (ou pas ?) par la police a été suivie d'un deuxième incident. Une grenade lacrymogène lancée par les gendarmes a atterri dans une mosquée pendant la prière, alors qu'ils s'efforçaient justement de calmer le jeu. Une fois de plus la police a décliné toute responsabilité.

« Et c'est là où les problèmes ont véritablement commencé, explique Bilguissa Diallo. Les gendarmes nient en bloc avant même que la police des polices n'ait fait son enquête. Du coup, les jeunes l'ont très mal vécu. Imaginez quand les jeunes se prennent des bombes lacrymogènes de la police, on dit qu'ils se les sont envoyées dessus tout seuls. Il faut pas prendre les gens pour des imbéciles tout de même. »

Dès lors, tout s'est mis à mal aller. Voitures incendiées, jets de pierres, mobiliers urbains vandalisés, écoles, gymnases détériorés, tous les moyens sont bons pour exprimer un ras-le-bol.

Certains n'hésitent pas, d'ailleurs,

à remettre en cause les médias et leur rôle de loupe et par conséquent d'amplificateur.

« Le problème des banlieues est le fruit de 30 ans de mauvaise politique de la ville, explique M<sup>me</sup> Diallo. On parle des laissés-pour-compte dans des zones HLM — habitation à loyer modéré — où les commerces ferment les uns après les autres. C'est aussi un vrai souci de non-mixité sociale. Vous croyez que les gens choisissent de vivre là et dans ces conditions ? Depuis les années 80, on déconsidère ces cités. Du coup, les jeunes se sont retranchés dans cette exclusion et certains se comportent comme des caïds. »

Dans ces émeutes, ce sont les plus jeunes qui s'emballent. Ceux qu'on appelle les grands frères, à savoir les trentenaires, essaient de calmer le jeu. Et le gouvernement français semble désespéré.

Nicolas Sarkozy, le ministre de l'Intérieur, a résolument opté pour la manière forte. Ses déclarations

d'il y a quelques semaines, où il annonçait son souhait de « nettoyer les cités au Karsher », avaient déjà fait réagir.

Aujourd'hui, il enfonce le clou, parle de répression dès l'école maternelle et n'hésite pas à qualifier les jeunes de banlieue de « racaille ». Adeptes des phrases qui font mouche, il a soutenu que « s'il y a fermeté sans la justice, c'est l'extrémisme, s'il y a justice sans fermeté c'est le laxisme ».

Des déclarations qui lui valent des critiques de toutes parts. On lui reproche d'être non seulement démagogue, mais aussi populiste. « Il s'adresse à son électoral qui n'est certainement pas celui des cités », assure Bilguissa Diallo.

L'apaisement ne semble décidément pas à l'ordre du jour.

<sup>1</sup> Bilguissa Diallo est l'auteure du roman *Diasporama* (Editions Anibwe), sur les difficultés que rencontrent les enfants d'immigrés nés en France.



PHOTO STÉPHANE DE SAKUTIN, AFP

Les squelettes calcinés de voitures et d'autobus incendiés dans la banlieue parisienne d'Aulnay-sous-Bois. Dans les banlieues les plus pauvres, le chômage atteint 20 %, le double de la moyenne nationale.

www.omegawatches.com

L'EAU EST L'ÉLÉMENT NATUREL DE IAN THORPE. SA MONTRE EST UNE PLANET OCEAN. MON CHOIX

OMEGA

Disponible chez :

**CHÂTEAU D'IVOIRE**

JOAILLIERS

2020 RUE DE LA MONTAGNE, MONTRÉAL (514) 845-4651 SANS-FRAIS: 1-888-883-8283

3354290

## Les ghettos français

AGENCE FRANCE-PRESSE

PARIS — Les cités, érigées en France au moment du boom économique des années 60, se sont transformées, pour certaines, en ghettos abritant une forte proportion d'habitants d'origine immigrée et en creuset des émeutes qui secouent aujourd'hui la banlieue parisienne.

La France compte quelque 750 zones urbaines sensibles (ZUS), situées en région parisienne, notamment dans le département de Seine-Saint-Denis, comme en province, et regroupant 5 millions de personnes.

**« On devrait condamner l'architecte qui a fait ça. Il a fait des ghettos, des prisons. »**

Ces zones concentrent aujourd'hui les difficultés : pauvreté, chômage touchant parfois 20 % de la population, le double de la moyenne nationale, vols et trafic de drogue alimentant une économie souterraine, échec scolaire.

Les cités avaient été créées pour répondre à l'essor démographique et loger notamment les agriculteurs émigrant vers les villes.

Mais les conditions de vie se sont dégradées au fil des ans dans ces grands ensembles conçus comme des lieux clos et autonomes.

« On devrait condamner l'architecte qui a fait ça. Il a fait des ghettos, des prisons », explique Miloud, 39 ans, devant son stand de fruits et légumes à Clichy-sous-Bois, où ont débuté les émeutes, à quelques dizaines de minutes en métro et en bus des quartiers chic de Paris.

Ces cités n'abritent plus aujourd'hui que ceux qui n'ont pas les moyens d'en sortir. Elles comptent une forte population d'habitants d'origine immigrée, principalement du Maghreb et du reste de l'Afrique. Des dizaines de nationalités s'y côtoient souvent.

Les jeunes de la « troisième génération » de l'immigration, bien que de nationalité française, se sentent traités en exclus, et se replient sur leur territoire, en considérant comme des « ennemis » les institutions de l'État et affichant leur « haine » de la police, accusée de racisme.

Symboles des violences urbaines, les incendies de voitures sont quotidiens. Dans toute la France, plus de 28 000 voitures ont été brûlées depuis janvier.

Des affrontements entre bandes de cités rivales se sont en outre accentués ces dernières années. En juin, un enfant de 11 ans a été tué par une balle perdue lors d'un règlement de comptes dans une banlieue parisienne.

Des adolescentes ont témoigné de « l'enfermement » de la cité et de la pression des jeunes gens de confession musulmane, qui leur interdit de se maquiller ou de se vêtir comme elles le souhaitent.

Mais certains habitants défendent, malgré tout, « leur » cité en mettant en avant le climat de solidarité. « Toute ces personnes d'ethnies différentes qui vivent ensemble dans

les quartiers sont la meilleure raison d'y croire », a expliqué la star du rap française Stomy Bugsy, dont les parents sont originaires du Cap-Vert, au quotidien populaire *Le Parisien*.

Les pouvoirs publics ont renoué, détruisant des « barres » d'immeubles, mais les experts et les sociologues estiment que les gouvernements n'ont pas suffisamment investi en 25 ans pour éviter la « ghettoïsation ».

Les premières émeutes avaient éclaté dès 1981, aux Minguettes, et à Vaulx-en-Velin, dans la banlieue lyonnaise, en 1990.

C'est à la suite de ces événements, où des centaines de jeunes avaient affronté la police, que le président socialiste François Mitterrand avait créé un ministère de la Ville.

« Ce qui m'effraie, c'est qu'en ce qui a trait à l'approche politique, on n'a pas changé d'un iota depuis 25 ans », souligne le père Delorme, un prêtre travaillant auprès des jeunes de la banlieue lyonnaise. On ne parle pas de toute la souffrance de ces jeunes qui n'ont pas de boulot, pas plus que de celle de tous ceux qui souffrent des incivilités ».

Pour la sociologue Sophie Body-Gendreau, le problème concerne toute la société française. « Il y a toujours la même indifférence des gens qui n'habitent pas les quartiers difficiles pour les marges », dit-elle.

« Tant qu'on ne changera pas le vivre ensemble, tant que des catégories se sentiront stigmatisées, il y aura des événements comme ceux que nous avons vus à Clichy-sous-Bois », ajoute-t-elle.

# PARIS LA CRISE DES BANLIEUES



PHOTO CHRISTOPHE ENA, AP

Incendie à Aulnay-sous-Bois, tôt hier matin. Le gouvernement français a promis de tout faire afin que, désormais, « la police soit la bienvenue partout sur le territoire français ».

## « L'État ne cédera pas »

Les cités du nord de Paris sont secouées par de violentes émeutes depuis huit jours. La crise lève le voile sur de profonds déchirements. Compte rendu et analyse.

MARC THIBODEAU

**Le premier ministre français Dominique de Villepin a assuré hier que l'État français saurait ramener le calme dans les banlieues pauvres de la région parisienne, de nouveau secouées hier soir par des incidents violents.**

« L'État républicain ne cédera pas. L'ordre et la justice auront le dernier mot », a indiqué M. de Villepin lors d'une intervention devant l'Assemblée nationale.

Le ministre de l'Intérieur, Nicolas Sarkozy, a assuré à la même occa-

**« L'ordre et la justice auront le dernier mot. »**

— Dominique de Villepin

sion que le gouvernement entendait appliquer la loi « afin que la police soit la bienvenue partout sur le territoire français ».

« Il n'est pas question de laisser les fauteurs de troubles, un certain nombre de voyous, considérer qu'on peut faire n'importe quoi sur le territoire de la République », a ajouté M. Sarkozy, qui a dû essayer plusieurs critiques au cours des derniers jours en raison de ses commentaires sur la « racaille » des banlieues.

Les assurances données hier par les dirigeants du gouvernement faisaient suite à l'intervention du président Jacques Chirac, qui a

lancé, en vain, un appel au calme mercredi soir.

La nuit suivante avait été ponctuée de plusieurs incidents violents, en particulier dans le département de Seine-Saint-Denis, au nord-est de Paris, où 180 voitures ont été incendiées. La violence, qui touchait plus d'une dizaine de villes, était particulièrement marquée à Aulnay-sous-Bois, où un concessionnaire automobile, un supermarché et un gymnase ont été incendiés.

Une demi-douzaine de policiers et de pompiers ainsi que trois civils ont été blessés légèrement. Les autorités ont rapporté que des membres des forces de sécurité avaient essuyé des tirs sans être touchés. Environ 400 voitures ont été brûlées, surtout dans la banlieue parisienne, et 27 bus ont été détruits dans

l'incendie d'un dépôt lors d'une nouvelle nuit de violences, marquée par moins d'affrontements entre forces de l'ordre et jeunes fauteurs de troubles, a-t-on appris ce matin (heure locale) de source policière. En fin de nuit, la situation « tendait à se calmer », a-t-on précisé de même source.

Le service d'un train de banlieue reliant Paris à l'aéroport Charles-de-Gaulle a aussi été suspendu hier matin, après que des jeunes eurent lancé des pierres contre des wagons dans une station.

Les forces policières rapportaient hier soir de nouveaux incidents, qui étaient cependant décrits com-



PHOTO GABRIEL BOUYIS, AFP

Le ministre de l'Intérieur, Nicolas Sarkozy, et le premier ministre, Dominique de Villepin.

me « épars » et « relativement limités ».

Les tensions des derniers jours ont eu des échos à l'étranger. Hier, la Russie a indiqué qu'elle songeait à rapatrier un groupe de touristes russes dont le car a été brûlé. Le Portugal a offert de reloger les ressortissants établis en région parisienne qui se sentent « en insécurité chez eux ».

### Le ras-le-bol des cités

Les émeutes ont débuté le 27 octobre à Clichy-sous-Bois lorsque deux adolescents ont été électrocutés par un transformateur. Ils avaient, semble-t-il, tenté de se cacher dans des installations de la compagnie nationale d'électricité parce qu'ils se croyaient poursui-

vis par des policiers. Un autre garçon a été blessé lors de l'incident.

Leurs familles ont porté plainte et obtenu l'ouverture d'une enquête pour « non-assistance à personne en danger ». Elles affirment que des agents ont vu les jeunes pénétrer dans les installations électriques, mais n'ont pas cherché à intervenir pour assurer leur sécurité. Leur mort est devenue du même coup une occasion pour les jeunes des banlieues pauvres d'exprimer leur ras-le-bol envers l'État français.

Selon le quotidien *Le Monde*, plus de 70 000 « faits de violences urbaines » ont été recensés en France depuis le début de l'année. Près de 30 000 voitures ont notamment été brûlées. Le journal reprochait hier

au ministre de l'Intérieur d'attiser les tensions suscitées par les événements de Clichy-sous-Bois en utilisant un langage musclé « pour retrouver les faveurs de la frange la plus à droite de son électorat ».

Jean-Marie Le Pen, président du Front national, parti d'extrême droite, a accusé pour sa part le gouvernement d'être responsable de la « situation insurrectionnelle » dans laquelle se trouvent les banlieues. « À travers les agents et les symboles de l'État, c'est la France elle-même qui est attaquée par des hordes que les lois dites antiracistes ne doivent plus nous empêcher de désigner comme étant étrangères », a-t-il relevé.

Avec AFP, AP et BBC

## Le « racisme ordinaire » aussi dans les forces de l'ordre

AGENCE FRANCE-PRESSE

**PARIS** — L'armée française emploie 10 à 20 % de militaires issus de l'immigration qui se considèrent « d'abord comme français », mais souffrent parfois du « racisme ordinaire » de leurs pairs, selon une enquête réalisée par le Centre d'études en sciences sociales de la Défense.

« Les soldats issus de l'immigration se révèlent très attachés aux valeurs militaires, à la hiérarchie, à l'uniforme », souligne l'étude réalisée récemment dans toute la France, les trois armées (Terre, Air, Marine) et la gendarmerie.

Mais ils subissent parfois « le racisme ordinaire, les brimades permanentes, blagues et attitudes

d'agressivité de la part de leurs homologues », a fait valoir lors d'un point de presse Catherine de Wenden, coauteur de l'étude avec Christophe Bertossi.

« On leur colle parfois l'image des banlieues et ils s'en défendent. La plupart sont issus de mariages mixtes et viennent plutôt des classes moyennes. Ils vivent mal qu'on leur parle, par exemple, de leurs frères du 11 septembre », a ajouté M<sup>me</sup> de Wenden, faisant allusion aux attentats de 2001 à New York.

Leur pratique de l'islam procède d'une démarche individuelle effectuée dans la discrétion, sans prosélytisme, mais ils souffrent des difficultés à trouver un endroit de prière et surtout du non-respect de

leurs interdits alimentaires. L'étude propose d'ailleurs de « supprimer la viande de porc ou de veiller au strict respect de cet interdit religieux très largement suivi par les musulmans, compte tenu des conflits qu'il génère et des regards croisés qu'il suscite ».

« Il y avait un black... le patron l'appelait le singe », commente un marin.

Mais il y a des témoignages plus rassurants : « Il y en avait un qui faisait sa prière sur son lit. Nous dans la chambre on était six. On regardait l'heure. On se disait : tiens, ça va être l'heure de la prière. Lui, il nous faisait un grand sourire, on se levait et on allait boire un coup au bar », selon l'étude.

AGENCE FRANCE-PRESSE

**PARIS** — Moins d'un quart des Français (24 %) font confiance au président Jacques Chirac « pour résoudre les problèmes qui se posent en France actuellement », selon un sondage publié hier.

Ainsi, 74 % des Français ne lui font pas confiance, selon le baromètre de novembre TNS-Sofres réalisé pour le *Figaro Magazine* les 26 et 27 octobre, juste avant le déclenchement des violences dans les banlieues parisiennes.

La cote de confiance du président a reculé de deux points par rapport au mois précédent.

Celle du premier ministre français, Dominique de Villepin, a quant à elle reculé de cinq points. Il obtient avec 39 %, son plus bas pourcentage depuis son arrivée, fin mai, à la tête du gouvernement.

Le recul du premier ministre a pour effet de le faire repasser derrière Nicolas Sarkozy, ministre de l'Intérieur et président du parti gouvernemental UMP, au palmarès des personnalités préférées des Français à droite.

À gauche, l'élément nouveau est l'arrivée à la seconde place de l'ancienne ministre socialiste Ségolène Royal (42 %), derrière l'ancien ministre Bernard Kouchner, stable à 47 %.

## FAITS ET GESTES

## UN AUTOMNE CHAUD

Le mois de septembre a été, cette année, le plus chaud enregistré sur la planète depuis 125 ans.



Plus de 7000 stations météo autour du globe ont relevé une température moyenne de 15,6 °C, soit 0,6 degré de plus que la moyenne de septembre depuis 1880. L'année 2005 est en voie de devenir la plus chaude jamais enregistrée, dépassant 1998 (moyenne de 14,5° sur toute l'année). De plus, 2002,

2003 et 2004 sont les autres années les plus chaudes de l'histoire. À Montréal, il a fait 17,4 °C en septembre.

— François Berger

Sources: National Climate Data Center (É.-U.); Environnement Canada

## TRAFIC DE STUPÉFIANTS

# Les gangs de rue sont devenus incontournables

ANDRÉ CÉDILOT

Depuis l'opération Printemps 2001, qui a décimé les Hells Angels, les gangs de rue ont pris le relais et sont devenus incontournables dans le trafic de drogue. « Ils sont omniprésents à Montréal, et ils sont extrêmement violents. Ils sont aussi actifs à Québec et Hull », affirment les experts de la lutte contre le crime organisé.

Encore secoués par les raids policiers qui ont mené leurs gros canons en prison, les Hells Angels restent sur la défensive pour l'instant. D'autant, estiment les policiers, qu'ils n'ont pas le goût de se lancer dans une nouvelle guérilla urbaine meurtrière comme celle qui a duré sept ans avec les Rock Machine/Bandidos.

Fins renards, les Hells Angels servent, directement ou indirectement, des gangs de rue les plus sûrs et les mieux structurés — on en compte une dizaine — pour faire leurs mauvais coups et distribuer la drogue à Montréal et en banlieue. Soit ils les approvisionnent directement, soit ils perçoivent des redevances (une *cote*, dans le jargon du milieu) sur la drogue que les jeunes gangsters achètent d'autres trafiquants et qu'ils revendent dans les territoires sous le contrôle des motards.

Cette tactique a l'avantage de multiplier les paliers entre les fournisseurs et les vendeurs de rue. Le travail de la police est par



Des jeunes occupent le coin d'une rue pour y vendre de la drogue. Les gangs de rue seraient omniprésents à Montréal, selon des experts de la lutte contre le crime organisé.

PHOTO MARTIN CHAMBERLAND, LA PRESSE

le fait même plus compliqué. « Il est déjà difficile de remonter à la tête d'une organisation, imaginez quand il n'y a pas échange de drogue, mais le simple paiement d'une *cote* », explique un détective. De toute façon, tout le monde y trouve son compte puisque les Hells Angels n'ont qu'à vendre la

drogue plus cher. Le prix au gros d'un kilo de cocaïne tourne autour de 50 000 \$. Il n'y a pas si longtemps — avant la guerre des motards — il dépassait rarement les 40 000 \$ le kilo.

Selon lui, cette façon de faire des « nouveaux » dirigeants des Hells s'inspire des frères Dubois. Reti-

rés dans les Laurentides où ils brassent des affaires, ces derniers ont loué pendant des années le secteur de la *Main* à des trafiquants montréalais. Johann Camillicie, un riche « homme d'affaires » italien arrêté au milieu des années 90, s'occupait, le cas échéant, de faire le lien avec les

Rock Machine ou les Rockers de Montréal.

## L'impact du chef

L'instabilité et la désorganisation chronique du milieu des gangs de rue expliquent la recrudescence des attentats et fusillades à Montréal depuis le début de l'année. « Les différents gangs cherchent à s'imposer dans un même territoire. Certains jeunes loups passent d'un gang à l'autre, et d'un racket à l'autre. Ils n'hésitent pas à se rançonner et à se voler entre eux. Il y en a aussi qui refusent de payer la *cote*. Il y a de l'intimidation dans les écoles, les parcs, les bars. Tout cela provoque des incidents qui se règlent souvent par les armes », soulignent les policiers.

La force d'un gang de rue, il faut le dire, repose pour beaucoup sur son chef et ses alliés d'autres groupes. En gros, tant que le chef bénéficie des trafics et autres activités illicites de ses troupes, tout va bien. Le jour où la confiance n'y est plus, tout s'écroule. Comme chacun tient son pouvoir de la violence, on devine la suite...

Les Hells ont compris le petit jeu. Au tout début de la guerre des motards, en 1994, Maurice Boucher et ses sbires ont vite fait les beaux yeux à Gregory Wooley et ses proches des Master B. Reconnu comme un trafiquant strict en affaires et surtout vite sur la détente, Wooley a joué un rôle clé dans le recrutement des gangs de rue.

En tant que membre des Rockers, il est le seul Noir de l'organisation des Hells Angels. Même s'il est emprisonné depuis quatre ans, le petit club que Wooley a fondé en 1999 — le Syndicate (en référence à syndicat du crime) — est toujours sous la tutelle des Hells et continue de rouler à fond de train dans le centre-ville de Montréal. Il sert un peu de modèle aux gangs de rue.

## AUTRES TEXTES

La suite de notre dossier demain et dimanche.

## LUNETTES COMPLÈTES



### DESIGNERS EXOTIQUES

VERRES ET MONTURE, AVEC PRESCRIPTION INCLUANT DOUBLE FOCYERS PROGRESSIF

**10% DE RABAIS**

Supplémentaire sur traitement de lentilles sur présentation de cette publicité

**149\$**

### LENTILLES GRATUITES

Certains designers ne nous permettent pas de réduire le prix de leur produit. Pour vous compenser on vous offre les lentilles de prescription gratuitement, incluant les doubles foyers progressifs. (Ces montures sont étiquetées en rose.) Détails en magasin.

## Optique Laurier

OPTOMÉTRISTES

Marché Central L'Acadie/Chabanel..... 514-384-1117  
Promenades St-Bruno à côté de Sears..... 450-653-5959  
Fairview Pointe Claire 2ème étage à côté de Sears. 514-695-2555

## Cercles d'amis.

La force. Inspirée par Birks.

De la collection de bagues Toni Cavelli, exclusive à Birks, un, deux ou trois rangs de diamants en pavé, à partir de 3 800 \$.

**BIRKS**

Magasinez avec nous en ligne ou en vous rendant au Birks le plus près de chez vous. Visitez le [www.birks.com](http://www.birks.com) ou composez le 1 800 682.2622.

## CANNABIS

### Saisie dans un bunker

LA TRIBUNE

Dissimulé sous un atelier de réparation de coques de bateaux dans le secteur Deauville, un véritable bijou d'ingénierie en matière de production aéronautique de cannabis a été démantelé par le Service de police de Sherbrooke.

Unique au Québec, voire même au Canada, cette véritable caverne d'Ali Baba permettait de produire à tous les 50 jours quelque 3000 plants de cannabis à forte densité en cocottes, partie riche en THC de la plante. Érigées dans un véritable bunker souterrain, les installations n'étaient pas visibles autant de l'extérieur que de l'intérieur. La perquisition a permis de saisir 2382 plants de cannabis d'une valeur totale de plus de 6 millions \$.

## Précision Supergrille

Une erreur s'est glissée dans notre Supergrille du dimanche 30 octobre. Dans la rangée 33 (horizontalement), le 2<sup>e</sup> indice aurait dû être « Noble » et non pas « Il est aux petits soins avec nous ». Nos excuses.

# LE MATCH DES ALOUETTES EN DIRECT LE 4 NOVEMBRE 19:30



**Info690**  
LA RADIO DES NOUVELLES



# VINCENT MARISSAL

## Le courage de le dire

À 10 jours de l'élection du nouveau chef du Parti québécois, la cocaïne vient de reprendre toute la place. Et tout le monde se tourne de nouveau vers André Boisclair en posant la même question : a-t-il tout dit ?

Ce n'est ni le bon problème ni la bonne question. La vraie question est de savoir si André Boisclair pourra diriger le PQ et espérer prendre le pouvoir avec un tel boulet à la cheville. Surtout que l'affaire est en train de dégénérer en une sale guerre interne dans le parti.

Ce n'est pas vers André Boisclair que l'on devrait se tourner. Ce n'est pas à lui que l'on devrait poser les questions, c'est à ses détracteurs. En particulier à Pauline Marois, qui devrait montrer courage et leadership et cesser de faire faire les *jobs de bras* par les autres.

La question est simple et Pauline Marois a toujours refusé d'y répondre : la consommation de cocaïne d'André Boisclair pendant qu'il était ministre le disqualifie-t-il du poste de chef du PQ et, éventuellement, de celui de premier ministre ? Plus encore : compte tenu de son incapacité à se sortir de cette crise et

des répercussions néfastes dans le parti, André Boisclair est-il devenu nuisible au PQ et au mouvement souverainiste ?

Que les Jean Ouimet, Pierre Dubuc, Gilbert Paquette ou Ghislain Lebel exigent des réponses d'André Boisclair, cela ne fait qu'ajouter du bruit dans le chaos ambiant. C'est Pauline Marois que l'on veut entendre. Elle est la seule voix lourde du groupe.

Les quatre autres se comportent

### Aucun n'a le courage d'attaquer franchement, parce que, de toute façon, aucun n'a les dents assez longues pour porter le coup fatal.

comme des hyènes qui rôdent autour de l'animal blessé. Aucun n'a le courage d'attaquer franchement, parce que, de toute façon, aucun n'a les dents assez longues pour porter le coup fatal. Ils n'ont même pas eu le courage de dire franchement si, oui ou non, André Boisclair devrait se désister pour le bien du parti.

L'un d'entre eux, Gilbert Paquette, a pondu cette perle de mauvaise foi, mercredi soir : André Boisclair, a-t-il dit, « devrait songer à se désister s'il a des choses à cacher ». Ça

rappelle la défense de l'administration Bush en Irak : il y a des armes de destruction massive en Irak, mais elles sont cachées. La preuve qu'elles sont cachées, c'est qu'on ne les trouve pas. André Boisclair a des choses à cacher, la preuve, c'est qu'il ne les dit pas. Costaud comme argumentation. Notez que cette insinuation vient du même Gilbert Paquette qui a été accusé de conduite en état d'ébriété.

Notez aussi que ceux qui exigent

l'avoir fait pendant qu'il était ministre. Vous voulez savoir quoi de plus ? André Boisclair a même affirmé mercredi soir qu'il n'a pas consommé depuis sept ou huit ans. (Il a intérêt à être sûr de son coup. Sinon, on ajoutera l'accusation de mensonge à celle de consommation de cocaïne.)

André Boisclair soutient aussi n'avoir consommé que lors de soirées privées, jamais au boulot et, donc, que cela n'a jamais nui

Boisclair. VLB a déformé les faits, il a aussi colporté les mêmes rumeurs et il sert évidemment la cause de quelqu'un d'autre, mais au moins, son propos est clair : André Boisclair est inapte à diriger le PQ.

Si les Pauline Marois, Pierre Dubuc, Ghislain Lebel, Gilbert Paquette, Jean Ouimet et autres pensent la même chose, qu'ils le disent franchement au lieu de lancer de la boue en se cachant derrière les vieux ragots.

Au cours des derniers jours, les supporteurs d'André Boisclair ont eu un violent face à face avec la réalité. Eux qui accusent les médias de jouer au Bonhomme Sept-Heures en prévoyant des malheurs au Parti québécois après l'élection de leur homme voient bien que cette fois encore, le coup n'est pas venu des vilains médias. Il est venu de l'intérieur.

Ce que les plus récents événements démontrent, c'est qu'André Boisclair ne pourra pas diriger ce parti, qu'il n'aura jamais les coudees franches. Ça aussi, ses adversaires devraient avoir le courage de le dire.

## Jour de galère pour André Boisclair

### BOISCLAIR

suite de la page A1

« J'ai été très prudente... je n'ai jamais attaqué André et je ne le ferai pas. C'est inadmissible et méprisant pour les autres candidats de prétendre que je pourrais les manipuler. Ils sont capables de donner leur point de vue », a déclaré M<sup>me</sup> Marois, jointe à Saguenay par *La Presse*.

« Je ne fais de fronde contre personne, je défends mes idées et mon programme, je veux rester sur ce terrain », a-t-elle ajouté. Chaque fois que la consommation de cocaïne de M. Boisclair refait surface dans les médias, « immédiatement on se tourne vers moi et on dit : c'est elle qui est derrière ça ! Que le clan Boisclair cesse de s'essuyer les pieds sur moi et que M. Boisclair assume ! » a-t-elle lancé, outrée.

### « Sept ou huit ans »

Mercredi soir, André Boisclair précisait qu'il avait cessé depuis « sept ou huit ans » une consommation survenue « à quelques occasions ». L'un de ses conseillers, Sylvain Simard, soulignait hier qu'il n'était pas favorable à l'idée que M. Boisclair fournisse ces détails supplémentaires. Ou cela arrêtera-t-il, « on voudra savoir le nom de la mère du gars » qui lui aurait vendu cette substance illicite, déplore, avec ironie, M. Simard.

Lui aussi montre du doigt Pauline Marois pour la sortie-surprise des quatre candidats qui ont réclamé le retrait de la course de M. Boisclair, une opération qui soulève « le dégoût » du député de Richelieu. « Que M<sup>me</sup> Marois réponde de ses gestes. Je suis comme tous les Québécois... on regarde tous dans la même direction », a accusé M. Simard, se disant triste de voir les péquistes « se tirer dans les jambes ».

« Les quatre apôtres de l'Apocalypse sont attisés par quelqu'un », a renchéri Noëlla Champagne, députée de Champlain, pointant elle aussi du côté de M<sup>me</sup> Marois.

L'un des premiers appuis de M<sup>me</sup> Marois, Jean-Pierre Charbonneau, était muet pour une fois : « Il y a suffisamment de gens qui parlent, qui placotent... pas besoin d'en rajouter. »

François Legault, principal appui de Richard Legendre, voulait calmer le jeu : « André Boisclair a répondu aux questions importantes, il est temps qu'on mette ça derrière nous. Il a dit qu'il avait cessé il y a sept ou huit ans, qu'il n'en avait jamais acheté... Quelles sont les questions qui restent ? »

### Entrevue difficile

Hier, toujours favori dans la course qui se terminera le 15 novembre, André Boisclair a eu une journée difficile. L'annonce d'un nouvel appui important, l'ancien ministre Jacques Léonard, n'est pas parvenue à stopper la spirale des questions toujours plus insistantes des journalistes quant à la consommation de cocaïne de l'ancien ministre.

Claude Charron et Pierre Bruneau, sur les ondes de TVA, lui ont donné du fil à retordre. « On aborde la qualité de votre jugement, j'espère que vous vous en rendez compte », a lancé d'entrée de jeu l'ancien ministre Charron. Sans ménagement, Pierre Bruneau a renchéri, brandissant une liasse des courriers des auditeurs : « Quarante-vingt-dix pour cent des questions tournent autour de la consommation. Des parents nous demandent ce qu'il faut dire aux jeunes. »

Selon M. Charron, « les péquistes veulent savoir » sur combien d'années s'est étendue la consommation de M. Boisclair. « Je comprends les parents, je dis que le bonheur ne se trouve pas là-dedans, a dit M. Boisclair. J'ai grandi devant les journalistes, devant mes collègues. Si j'avais eu des problèmes, pensez-vous que les députés m'auraient appuyé aussi nombreux ? a demandé M. Boisclair, gardant son calme. Il s'agit que je dise quelque chose pour que ce soit ajouté au dossier. Il s'agit que ce ne soit pas la bonne date... le bon jour... on va m'accuser... a dit M. Boisclair pour expliquer sa discrétion sur cette période de sa vie.

« Pensez-vous que j'inscris ça à l'agenda ?... Que j'ai un boulier à la maison ? Je dis que c'est arrivé à quelques reprises, que je n'ai pas de problème de dépendance. Qu'est-ce que je peux ajouter de plus ? » a demandé M. Boisclair.

« Des gens s'inquiètent de votre approvisionnement. Qui vous fournissait ? » a demandé M. Charron à André Boisclair, qui a manifesté de l'impatience quand il est revenu à la charge avec la marijuana fumée par Jean Charrest adolescent.

« Faites-vous courir un risque à votre parti ? Il n'y a rien d'autre dans le placard ? » a interrogé l'ancien ministre de René Lévesque. « En dépit des peules de banane que l'on met sur mon chemin, je suis un gars qui est fort. M. Parizeau disait que la politique est un sport extrême... Il avait raison », a répondu André Boisclair.

Du côté des quatre candidats qui ont réclamé que M. Boisclair se désiste, Ghislain Lebel a salué hier le début de confession du favori. « Comme il a commencé à le faire mercredi, j'invite André à désamorcer maintenant cette bombe à retardement qui risque de nous être préjudiciable aux prochaines élections. La lumière faite sur cette affaire, je serai le premier à voter pour lui au deuxième tour. » M. Lebel a souligné qu'il ne faisait « partie d'aucune fronde dirigée contre M. Boisclair ».

En revanche, Jean Ouimet et surtout Pierre Dubuc ont multiplié les interventions hier, martelant leur crainte de voir M. Boisclair rattrapé par son passé une fois aux commandes du mouvement souverainiste. « Quand l'auto va démarrer, on ne veut pas qu'il y ait une série de casseroles attachée derrière », a commenté M. Dubuc.

d'André Boisclair la transparence sont les mêmes qui alimentent les rumeurs en laissant entendre qu'il a des squelettes dans son placard sans apporter de preuves. Le PQ est en train de se « jeffillioniser » et les adversaires de M. Boisclair qui jouent à ça font autant de mal au PQ que toutes les histoires qui circulent sur André Boisclair.

Il n'a pas répondu à toutes les questions, disent-ils. Mais quelles questions, au juste ? Il a admis avoir pris de la cocaïne, il a avoué

à son travail de ministre. On peut le croire, ou non, on peut juger sa défense crédible, ou non, mais la question, encore une fois, est de savoir si on en sait suffisamment pour porter un jugement sur la capacité d'André Boisclair à diriger le PQ et, éventuellement, le Québec.

Victor Lévy-Beaulieu, lui, estime en savoir assez pour se faire une idée et il a eu la franchise de réclamer le départ d'André



PHOTO PATRICK SANFAÇON. ARCHIVES LA PRESSE ©

La cocaïne vient encore hanter André Boisclair et envenimer ses relations avec Pauline Marois.

CONTEMPORAINE

**LE PARKA  
DUVET  
MATELASSÉ  
GÉOMÉTRIQUE**  
| 119.95

Légèreté extrême, chaleur totale du mélange isolant 80% duvet 20% plumes pour un parka à capuchon châle qui vous enveloppe joliment en vous protégeant du vent et du froid. Boutonnage décentré sur ganses élastiques. Il se lave et sèche à la machine. Ivoire, noir, marron, cuivre, rose. P.m.g.tg.



www.simons.ca POUR EN VOIR ENCORE PLUS !

• QUÉBEC PLACE STE-FOY, GALERIES DE LA CAPITALE, VIEUX-QUÉBEC • MONTRÉAL CENTRE-VILLE, PROMENADES ST-BRUNO, • LAVAL CARREFOUR LAVAL • SHERBROOKE CARREFOUR DE L'ESTRIE

## ÉLECTIONS MUNICIPALES 2005



PHOTO IVANOH DEMERS, LA PRESSE

L'état des rues et des trottoirs ainsi que la collecte des déchets sont au coeur des débats dans Côte-des-Neiges/Notre-Dame-de-Grâce.

## Arrondissement de Côte-des-Neiges/Notre-Dame-de-Grâce

## Une campagne aux odeurs de poubelle



ÉRIC CLÉMENT

Même s'il se doute bien qu'il a peu de chances de devenir le prochain maire de Côte-des-Neiges/Notre-Dame-de-Grâce (CDN-NDG), le candidat indépendant Alex Montagano aura réussi à se trouver au centre de la campagne électorale dans le plus peuplé et le plus multiethnique des arrondissements de Montréal.

L'empêchement de tourner en rond de 35 ans, qui a fondé l'Association des résidents de Côte-des-Neiges, s'est fait remarquer en 2004 en déversant devant l'hôtel de ville des planches, un meuble et un téléviseur cassés pour se plaindre des services municipaux, notamment le ramassage des ordures.

Ayant décidé de se porter can-

didat, il a créé tout un émoi dans l'arrondissement alors qu'il a fait imprimer des cartons où il a inscrit ses « choix » dans chaque district. Ainsi, il soutient Warren Allmand, de l'Union des citoyens de l'île de Montréal, dans Loyola; Magda Popeanu, de Projet Montréal, dans Côte-des-Neiges; les deux candidats de Vision Montréal, Michelle Serano et Tom Snabl, dans Snowdon et NDG, et Francine Brodeur, d'Équipe Ville-Marie, dans Darlington!

Autant dire que cette pratique a irrité les partis. M. Montagano dérange... mais pas tout le monde. Un coordonnateur de Vision Montréal, Allan Patrick, mari de la candidate à la mairie d'arrondissement Sonya Biddle, a récemment téléphoné à Alex Montagano pour l'inciter à venir assister à un débat avec les autres candidats!

Il faut dire qu'Alex Montagano incarne tout à fait les plaintes principales des résidents. D'abord, l'état des rues. « Avez-vous vu l'état des trottoirs sur le chemin de la Reine-Marie? demande-t-il. Et les rues? C'est rendu que des touristes prennent les nids-de-poule en photo comme souvenir de Montréal! J'ai honte... »

« L'état des rues? J'ai quitté l'UCIM à cause de ça! dit de son côté le troisième candidat à la mairie de l'arrondissement, Jeremy Searle, chef du Parti de l'arrondissement. L'UCIM traite la ville comme un club social! »

Le maire sortant et candidat de l'UCIM, Michael Applebaum, refuse de s'engager à ce qu'il n'y ait plus un seul nid-de-poule dans quatre ans. « On ne peut tout régler à 100 %, dit-il. Notre

secteur a beaucoup de voitures. Réparer les rues coûte très cher et notre programme s'étalera sur 15-20 ans. »

Le service de ramassage des gros déchets est aussi critiqué. La candidate Francine Brodeur veut créer une équipe chargée chaque été de récupérer réfrigérateurs, matelas et autres objets.

Pour Michael Applebaum, le problème est presque réglé: « On a changé le règlement en avril. Les propriétaires sont maintenant responsables de leur trottoir. On a donné plus de 500 avis verbaux et plus de 100 infractions. »

Les immigrants récents forment une grosse partie de la population locale. Après l'emploi, leur problème numéro deux est le lo-

gement. De nombreux édifices sont antérieurs à 1960 et les cas d'appartements insalubres ne manquent pas.

Le candidat d'Équipe Ville-Marie, Kamran Saleh, dans Côte-des-Neiges, dit que M. Applebaum n'a pas fait grand-chose à ce sujet. « Le quartier va ressembler au New York des années 20 si une récession s'en vient, dit-il. Il faut loger les gens décemment. »

Mais Marvin Rotrand (UCIM), candidat dans Snowdon pour un septième mandat, rejette ces critiques. « Il n'y a pas que des taudis dans l'arrondissement, dit-il. On n'est pas au New Jersey quand même! Notre rôle d'évaluation a augmenté de 42 % au lieu de 29 % en moyenne à Montréal. »

Marvin Rotrand dit que Gérard Tremblay « a l'administration la plus progressiste depuis 23 ans à Montréal » et il ne se gêne pas pour dire que les autres partis ont des candidats de mauvaise qualité. « Mes adversaires sont des poteaux, dit-il. Ce n'est ni arrogant ni irrespectueux de notre part mais quand même, les électeurs ne sont pas stupides. Même les anglophones vont voter pour un chien avant de voter pour Bourque. »

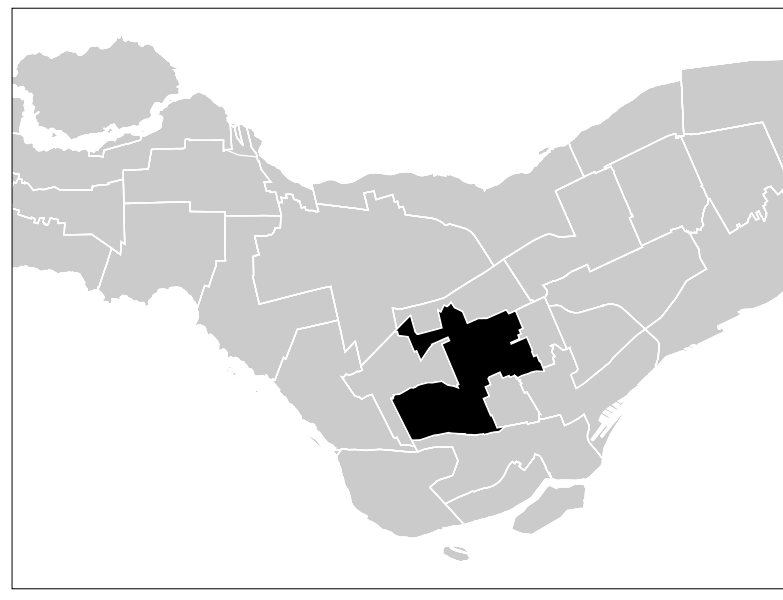
## COURRIEL

Pour joindre notre chroniqueur [eric.clement@lapresse.ca](mailto:eric.clement@lapresse.ca)

Autres textes sur la campagne électorale [www.cyberpresse.ca/villes](http://www.cyberpresse.ca/villes)

## CÔTE-DES-NEIGES / NOTRE-DAME-DE-GRÂCE

Population: **163 110** personnes (en 2001)  
**52%** ont moins de 40 ans  
**17%** ont plus de 60 ans  
**43%** sont célibataires  
**30%** sont de langue maternelle anglaise  
**28%** sont de langue maternelle française  
**42%** parlent une autre langue  
**4%** parlent l'arabe  
**4%** parlent le tagalog (Philippines)  
**42%** sont catholiques  
**11%** sont juifs  
**8%** sont musulmans  
**46%** des plus de 20 ans ont fait des études universitaires  
**22%** de la population est propriétaire  
 Revenu total moyen: **26 700 \$**  
**37%** vivent sous le seuil de faibles revenus  
**62,5%** sont actifs  
**41%** vont au travail en auto  
**43%** utilisent le transport en commun



## CANDIDATS À LA MAIRIE

> Michael Applebaum (UCIM)  
[www.tremblaylamairie.com](http://www.tremblaylamairie.com)

> Sonya Biddle (Vision Montréal)  
[www.visionmtl.com](http://www.visionmtl.com)

> Alex Montagano (Indépendant pour vous)  
[www.montagano.info](http://www.montagano.info)

> Jeremy Searle (Parti de l'Arrondissement)  
[www.equipesearle.com](http://www.equipesearle.com)

## LACHINE—SAINT-PIERRE

## Une brochure électorale fait mal paraître Vision Montréal

DANIEL DUBRÛLE

« Nous vivons l'image parfaite des périodes électorales. Faisons-les oublier, et dirigeons l'attention de nos citoyens vers une période de renouveau et cela les permettra de faire croire en nos capacités d'administrateurs. »

Plus de 3000 citoyens de l'arrondissement de Lachine—Saint-Pierre ont eu le dernier week-end pour comprendre le sens profond du paragraphe ci-dessus, et de dizaines d'autres tout aussi succu-

lents. Ces perles, écrites dans un français approximatif, se trouvent dans une brochure distribuée par l'équipe du candidat à la mairie d'arrondissement, Jasson Finney, de l'Équipe Bourque/Vision Montréal.

Dans un texte intitulé *Le changement est nécessaire*, M. Finney attaque l'UCIM et son candidat sortant Claude Dauphin en ces termes: « Ce qui est surprenant, il y a quelques jours, M. Tremblay et M. Dauphin apparaissent sur les nouvelles pour discuter sur les dom-

pages des rues, qui pour une raison ou une autre n'ont pas été réparés pendant la période de leur mandat. »

Maureen Maher, candidate au poste de conseillère d'arrondissement, présente son district, Fort Rolland, ainsi: « Mon secteur Fort Rolland est principalement composé de propriétés individuelles et des duplexes. Il est connu comme le *cartier* le plus riche de l'arrondissement. » Tout n'est pas rose dans son *cartier*, admet-elle. « Les automobilistes ont d'énormes difficul-

tés de visibilité sur piétons et surtout les enfants qui traversent les rues sans brigadier. »

## Brouillon imprimé

À Vision Montréal, on se dit gêné de la distribution de ce dépliant électoral. Le candidat à la mairie d'arrondissement et auteur des textes de la brochure, Jasson Finney, a expliqué à *La Presse* que c'est le brouillon qui a été imprimé. « Nous avons fait réviser nos textes par quatre, cinq personnes. Nous nous sommes perdus parmi toutes les copies en circulation et nous avons utilisé les textes originaux plutôt que les copies révisées. »

Le candidat à la mairie d'arrondissement plaide aussi le manque de temps. « Nous sommes une jeune équipe, se défend M. Finney. Nous sommes candidats depuis moins de six semaines. Pour moi, il était important que les citoyens aient une alternative. Sans cela, il n'y aurait pas eu d'opposition contre l'UCIM. Nous avons préparé notre matériel

très rapidement. »

Sur les 15 000 exemplaires imprimés, seulement 3000 ont été distribués. « Nous avons arrêté la distribution des brochures dès que nous avons constaté les erreurs lundi matin », a précisé M. Finney, qui dit n'avoir reçu que deux plaintes. « Je leur ai téléphoné pour m'excuser », a-t-il dit.

Au-delà de l'anecdote, Jasson Finney se désolait surtout d'avoir perdu l'occasion de présenter sa plateforme à l'électorat de l'arrondissement et de devoir assumer les frais malgré tout. « Je n'aurai pas le temps d'imprimer de nouvelles copies et en plus, même si le document n'a pas été distribué, nous allons devoir le comptabiliser dans nos dépenses. Par chance, notre site Internet présente la version corrigée de notre dépliant. Les gens peuvent aller le consulter. » Une rapide visite à l'adresse [www.vision-lachinestpierre.com](http://www.vision-lachinestpierre.com) nous a néanmoins permis d'y déceler quelques coquilles.

# ÉLECTIONS MUNICIPALES 2005



PHOTO ROBERT MAILLOUX. ARCHIVES LA PRESSE ©

Les projets de porcheries sont au centre de houleux débats dans la vallée du Richelieu.

## Des élections au parfum de purin

Au Québec, il faut une très mauvaise conjoncture pour faire tomber un maire sortant qui sollicite un nouveau mandat. Un désastre mal géré, un faux pas majeur, un scandale éclatant. Dans la vallée du Richelieu, ce sont les projets de porcheries qui pourraient faire tomber des élus bien en selle.



CHARLES CÔTÉ

**Richelieu, un soir frisquet d'octobre. Le maire Raymond Guertin accueille un par un les citoyens venus à une soirée d'information sur deux nouveaux projets de porcherie.**

« Ça va aller mieux quand ce sera fini », répond-il, nerveux, à ceux qui lui demandent comment ça va. Au pouvoir depuis 10 ans, il tente de se faire réélire pour quatre années de plus.

Une heure plus tard, dans le gymnase rempli bien au-delà de sa capacité, les citoyens crient leur opposition au projet. Mais il est trop tard : la porcherie est déjà autorisée. Elle est conforme à la réglementation municipale et provinciale. C'est une des premières nouvelles porcheries autorisées depuis la levée du moratoire provincial.

Les citoyens déversent leur frustration sur leurs élus, à coups d'injures. La campagne municipale vient de prendre un tournant difficile pour le maire Guertin. « Ça a été l'enfer », dira-t-il plus tard.

Ce soir-là, son opposant à la mairie, Jacques Ladouceur, ar-

pent la salle bondée. Il critique l'inaction du maire sortant, qui aurait pu selon lui fermer la porte aux porcheries dans cette ville de 4200 habitants située juste en face de Chambly. « La Ville s'est fiée au moratoire pour faire sa job, dit-il. Quelqu'un qui n'aurait réellement pas voulu de porcherie aurait pu adopter un règlement. »

Dans la vallée du Richelieu, cette année, l'enjeu du porc pourrait avoir la peau de quelques maires. Les 340 000 habitants de cette région majoritairement agricole partagent avec 100 000 porcs un bien essentiel : l'eau.

Le Richelieu prend sa source dans les eaux cristallines du lac

### Dans la vallée du Richelieu, cette année, l'enjeu du porc pourrait avoir la peau de quelques maires.

Champlain, mais les rejets agricoles, du porc et des autres élevages, en ont fait l'une des rivières les plus polluées du Québec. En dépit des millions dépensés ces dernières années pour assainir les égouts municipaux.

Cela n'empêche pas des dizaines de milliers de personnes, surtout dans les villes, de s'abreuver dans le Richelieu : 11 usines de filtration y pompent leur eau. Et les citoyens qui ne sont pas branchés au réseau d'eau sont encore plus vulnérables à la pollution agricole.

Christiane-Kim Cornelissen se présente contre le maire sortant de Saint-Marc-sur-Richelieu. Cette municipalité rurale de 2000 habitants située au nord de l'autoroute 20 ne compte actuellement pas de porcherie. Mais c'est justement pour cela qu'il faut agir maintenant, selon Mme Cornelissen, novice de la politique. « Personnellement, je crois que la levée du moratoire n'a pas de bon sens, dit-elle. On est en train de dépenser sept millions pour assainir les eaux municipales, alors on irait tout gâcher ça ? »

Elle accuse le maire sortant, agriculteur, d'avoir tenu secrètes les positions qu'il a défendues à ce sujet. « Actuellement, il se né-

trop de déjections animales dans la vallée du Richelieu.

Les faits contredisent M. Beaudry, selon Hubert Chamberland, du Comité de concertation et de valorisation du bassin de la rivière Richelieu. « Le Richelieu est une des quatre rivières les plus polluées au Québec, dit-il. Qu'on arrête de dire : *Moi dans mon petit coin, dans ma petite ville, y'en a pas trop, de pollution.* On ne peut pas gérer ce problème à la pièce. »

Dans la vallée, bien des regards sont tournés vers Saint-Charles-sur-Richelieu. Dans cette municipalité à 96 % agricole de 1800 habitants, le maire sortant, Benoît DeGagné, arpenteur, vient de faire adopter un règlement très sévère sur les porcheries.

D'autres villes pourraient copier le règlement de Saint-Charles. À l'extrémité sud de la région, à Saint-Cyprien-de-Napierville, un mouvement citoyen contre deux projets de porcherie s'est transformé en parti municipal qui tente de déloger le maire sortant, Normand Lefebvre.

Saint-Cyprien compte déjà cinq porcheries de 2800 porcs chacune : cela fait 10 porcs pour chacun des 1369 habitants.

Le candidat André Tremblay dénonce le fait qu'avec 2800 porcs dans un cas et 2500 dans l'autre, les deux projets sont juste sous la limite de 2801 au-delà de laquelle une étude d'impact sur l'environnement serait exigée. « On demande le traitement complet du lisier

par règlement municipal » dit M. Tremblay.

La contestation publique a forcé le maire Lefebvre à demander une étude d'impact sur l'eau. « Si elle est négative, je ne vois pas pourquoi on devrait autoriser les projets », dit-il.

### HISTOIRES DE PORC ET D'EAU

#### Bassin versant

C'est le territoire drainé par une rivière. Pour tracer les limites d'un bassin versant, il faut se demander vers quelle rivière coulera une goutte de pluie à tel ou tel endroit.

#### Lisier

Le plancher des porcheries est lavé à l'eau. Le résultat est le lisier, mélange d'eau et de déjections animales qui est entreposé dans des fosses, en attendant son épandage comme engrais. Le lisier contient en moyenne entre 10 et 100 millions de microbes par millilitre. Certains de ces microbes peuvent causer des maladies chez l'homme.

#### MRC

Dans la vallée du Richelieu, les municipalités régionales de comté regroupent chacune une douzaine de villes. Les MRC sont responsables des schémas d'aménagement, qui peuvent limiter les zones pouvant accueillir les porcheries. Les MRC approuvent aussi les règlements municipaux.

## Un maire a omis de payer ses impôts fonciers

CHARLES CÔTÉ

Robert Beaudry, maire de Saint-Marc-sur-Richelieu, en Montérégie, a omis pendant quatre mois de payer une partie de ses impôts fonciers pour respecter le mot d'ordre de l'Union des producteurs agricoles (UPA) de faire pression sur les villes afin d'obtenir un allègement fiscal pour les fermes dans toute la province.

Le maire, qui est aussi agriculteur, n'y voit rien de mal. Il dit avoir réglé intégralement sa facture en juillet dernier, avec intérêts.

« Même si je suis maire, je fais partie des agriculteurs, dit-il. Ma femme est présidente de l'UPA locale. Ceux qui essayent d'affronter le syndicat et qui nient la

réalité syndicale, ils ne vont pas loin. »

« Ça, c'est les paroles d'un membre de l'UPA, pas celle d'un maire, répond Christiane-Kim Cornelissen, candidate à la mairie aux élections de dimanche prochain. Je trouve que ça n'a aucun sens, dit-elle. La première responsabilité d'un maire, c'est envers sa municipalité. »

M. Beaudry ne croit pas que sa participation au mot d'ordre ait causé des inconvenients à la municipalité. « Il restait en masse d'argent pour fonctionner », dit-il.

Jérôme Gaudreault, candidat conseiller dans l'équipe qui s'oppose au maire sortant, en doute. « Ça se peut, mais il y a plein de trous qui ne sont pas réparés dans les rues de la ville,

dit-il. Est-ce qu'on a manqué d'argent ? Je ne sais pas. »

Au début de février, l'UPA a lancé un mot d'ordre à ses membres de ne payer que 28 % de leurs impôts fonciers. Le syndicat agricole considère que ses membres n'ont pas à payer pour la flambée des prix des terres agricoles et que la terre est un moyen de production et non simplement une valeur foncière. L'UPA estime aussi qu'il serait plus équitable que de nombreux services municipaux, comme la police, soient tarifés au lieu d'être financés à même les revenus fonciers.

Pour se mettre à l'abri des hausses, l'UPA demande donc la modification d'un programme existant de remboursement des impôts fonciers. « Actuellement,

un agriculteur paye 100 % de son avis d'imposition et se fait rembourser par le gouvernement 72 % en moyenne, explique Christiane Lacasse, vice-président de l'UPA. On demande pour l'avenir que les producteurs paient seulement l'équivalent de la partie non remboursée. Et le gouvernement verserait une somme à la Ville pour compenser. »

La Fédération québécoise des municipalités (FQM) s'oppose aux demandes de l'UPA dans ce dossier. Selon le président de la FQM, Michel Belzil, les villes craignent un manque à gagner. Il y a donc un enjeu d'importance qui oppose les intérêts des agriculteurs à ceux des autres contribuables.

« L'UPA veut transférer le programme de remboursement du mi-

nistère de l'Agriculture à celui des Affaires municipales, dit M. Belzil. Et tout le monde sait qu'il faut limiter la croissance des dépenses publiques. Si le programme aboutissait aux Affaires municipales, les versements pourraient être gelés. À ce moment, les petites villes devraient être obligées de taxer davantage les autres citoyens. »

C'est là que la position de M. Beaudry devient plus difficile à défendre, dit M. Gaudreault. « Je trouve qu'un maire doit être impartial, dit-il. M. Beaudry met en conflit ses intérêts personnels et ceux de tous les citoyens. Le citoyen qui ne paye pas son compte peut voir sa maison mise en vente. Est-ce que cette mesure-là a été évoquée dans ce dossier ? On n'en a pas entendu parler. »

## SUITES DE LA UNE

# Une étude suggère d'enfouir des déchets radioactifs dans le bouclier canadien

**DÉCHETS**  
suite de la page A1

D'emblée, on y précise que les centrales nucléaires du Québec, de l'Ontario et du Nouveau-Brunswick ont produit à ce jour près de deux millions de grappes de combustible irradié, des déchets hautement toxiques dont on ne sait que faire et qui sont actuellement stockés provisoirement sur les lieux de leur production.

Cela est d'autant plus inquiétant que ce chiffre est appelé à doubler si les 22 réacteurs actuels fonctionnent pendant les 40 prochaines années. Or, s'il est vrai que la radioactivité du combustible diminue

avec le temps, sa toxicité chimique persiste et présente donc un risque pour la santé pendant des centaines de milliers d'années.

Au Québec, le Bureau des audiences publiques sur l'environnement (BAPE) a recommandé en mai dernier que soit agrandi le dépotier temporaire de déchets radioactifs jusqu'en 2010.

« La tâche d'assurer la sûreté et la sécurité d'une matière qui demeure dangereuse pendant une période plus longue que l'histoire écrite de l'humanité est un défi de taille, tant sur le plan technique que social, reconnaît-on dans le rapport de la SGDN. Quelle que soit la décision que l'on prenne aujourd'hui, elle sera mise en application pendant de nombreuses décennies. »

#### Quatre scénarios

Trois scénarios ont été étudiés par la Société et tous ont été rejetés parce qu'ils ne satisfaisaient pas entièrement aux objectifs que les Canadiens jugent importants (sûr, sécuritaire et équitable). Un quatrième

scénario est donc proposé : « La gestion adaptative progressive. »

Plutôt que de regrouper, d'un coup, tout le combustible nucléaire irradié en un seul endroit, le processus se ferait par étapes successives. Cela permettrait d'incorporer à la

blayer et de sceller le dépôt au moment où elle le jugera opportun », écrit-on.

La SGDN ne nomme aucun endroit potentiel pour enfouir le combustible des réacteurs. Tout au plus se propose-t-on de trouver au Qué-

**« La tâche d'assurer la sûreté et la sécurité d'une matière qui demeurera dangereuse pendant une période plus longue que l'histoire écrite de l'humanité est un défi de taille, tant sur le plan technique que social. »**

bec, en Ontario, au Nouveau-Brunswick ou en Saskatchewan « une collectivité qui se portera volontaire en toute connaissance de cause pour héberger les installations centrales ».

Un projet de 24 milliards  
Le projet pourrait coûter quelque 24 milliards de dollars, une facture qui inclut notamment le stockage et

la surveillance constante des lieux. Un fonds alimenté par les sociétés d'énergie nucléaire dont fait partie Hydro-Québec servirait à couvrir une partie des coûts.

#### Proposition « hypocrite »

Les écologistes, qui souhaitent l'élimination des déchets à la source grâce à la fermeture des centrales nucléaires, qualifient la proposition de la SGDN d'« hypocrite ». « Non seulement il n'y a rien de nouveau dans ce rapport, mais la Société n'a même pas abordé la question de l'acceptabilité sociale, pourtant au coeur du rapport Seaborn », déplore Steven Guilbeault de Greenpeace.

Rappelons que la commission Seaborn concluait en 1998 que l'enfouissement des déchets nucléaires était viable, mais qu'il ne recevait pas l'appui des Canadiens.

Ni le ministre fédéral des Ressources naturelles, John McCallum, ni le ministre québécois du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs, Thomas Mulcair, n'ont voulu réagir, hier.

COURRIEL

Pour joindre notre journaliste : francois.cardinal@lapresse.ca

## LE NUCLÉAIRE

L'énergie nucléaire produit 15 % de l'électricité du Canada

- > 3 % de celle du Québec
- > 50 % de celle de l'Ontario
- > 30 % de celle du Nouveau-Brunswick

## 1,3 million pour l'installation de Michaëlle Jean

**INSTALLATION**  
suite de la page A1

La visite de Mme Jean à la reine Élisabeth II au château de Balmoral en Écosse, quelques jours avant son installation, a coûté 30 000 \$. Cette somme comprend le voyage pour quatre personnes en Grande-Bretagne, l'allocation quotidienne de 2500 \$, l'hébergement (3500 \$) et diverses dépenses chiffrées à 1000 \$.

Parmi les coquetteries relevées par *La Presse* dans ce lot de dépenses, on remarque un cadeau du premier ministre Paul Martin à la gouverneure générale sortante, Adrienne Clarkson, qui aura coûté à l'État 10 000 \$. Les fleurs pour la cérémonie d'installation du 27 septembre dernier au parlement auront aussi coûté 10 000 \$. Ottawa a de plus déboursé 7000 \$ supplémentaires pour des fleurs pour le dîner de gala du soir.

Les cérémonies d'installation de Mme Jean au parlement ont coûté 414 000 \$ dont 6000 \$ en frais de photographie. La réception du premier ministre Paul Martin au Centre municipal d'Ottawa a coûté 751 000 \$, de loin la plus grosse dépense de l'installation de Mme Jean. Selon des sources, la nouvelle chef de l'État ne tenait pas à un tel dîner d'apparat, préférant quelque chose de plus intime à Rideau Hall. Mais Mme Jean, semble-t-il, s'est pliée aux souhaits du premier ministre. Ne serait-ce que pour décorer à nouveau les locaux de cette salle où près de 900 invités ont été reçus, le Trésor public a déboursé 150 000 \$. Le repas en soi, du boeuf trois A de l'Alberta, a coûté 206 000 \$.

Une rubrique des documents fournis par Patrimoine Canada à *La Presse* s'intitule *Dépenses additionnelles*. On retrouve sous cette colonne des frais divers tels 2000 \$ de taxis, 25 000 \$ d'heures supplémentaires ou encore 3000 \$ de fournitures de bureau. En tout, cette rubrique totalise 35 000 \$ de dépenses.

## EN BREF

### Le blâme des Nations unies a des échos à Montréal

Un blâme de l'ONU, trois recours collectifs et une demande d'enquête publique : la police de Montréal n'a pas fini d'entendre parler des arrestations massives qu'elle a faites au cours des cinq dernières années lors de manifestations. Moins de 24 heures après que le comité des droits de l'homme des Nations unies eut soulevé des inquiétudes à l'égard du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM), la Ligue des droits et libertés a demandé au ministre Jacques Dupuis d'ouvrir une enquête sur les techniques d'encercllement et d'arrestations massives du SPVM. Selon la Ligue, le SPVM a procédé à plus de 2000 « arrestations politiques » depuis 1999. Les policiers ont notamment fait des arrestations massives en marge du minisommet de l'Organisation mondiale du commerce, en juillet 2003. Plus de 230 personnes ont alors été encerclées et appréhendées par la police plus d'une heure après avoir quitté les lieux de la manifestation. La Ligue a relevé plus de sept arrestations similaires. Qualifiant les méthodes du SPVM de « répressives », Pierre-Louis Fortin-Legrès, porte-parole de la Ligue des droits et libertés, croit que ces arrestations massives ont eu l'effet d'une douche froide sur les militants de la gauche et du mouvement altermondialiste de Montréal. Laura-Julie Perreault

### Une cellule terroriste démantelée au Canada

Une cellule terroriste proche d'Al-Qaeda a été démantelée l'été dernier à Toronto par le Service canadien du renseignement de sécurité (SCRS). Selon des informations dévoilées hier par le quotidien *National Post*, la cellule était composée de quatre Algériens soupçonnés d'appartenir au Groupe salafiste pour la prédication et le combat (GSPC). Parmi eux, un ancien instructeur du réseau Al-Qaeda, expert en explosifs, qui a reçu son entraînement dans les camps d'Al-Farooq et de Khaludn, dans l'est de l'Afghanistan. Ces informations ont été données lundi et mardi par un haut responsable du Service canadien du renseignement de sécurité, Larry Brooks, au cours d'un séminaire réunissant des experts de la sécurité à Toronto. Ce genre de séminaire est tenu à huis clos, mais le journaliste du *Post* se trouvait là pour prononcer une conférence. Il y a quelques mois, en vertu de la Loi sur l'immigration et les réfugiés, trois des membres de la cellule présumée ont été arrêtés et expulsés vers les États-Unis, d'où ils étaient arrivés. Sara Champagne, avec l'AFP et le *National Post*.

la Baie

L'authentique magasin de Noël<sup>MC</sup>

# 3 jours seulement!

Du vendredi 4 au dimanche 6 novembre

# 30 %

# de rabais\*

presque toute la mode pour femme, homme et enfant durant notre solde plein les rayons

\*Sur nos prix ordinaires. Exceptions : jeans haut de gamme (rez-de-chaussée, rue Sainte-Catherine O.), articles « Achat-choc », mode de la boutique Le Président et articles de la collection olympique.



TOMMY HILFIGER

JONES NEW YORK

Wolfgang Puck

NYGÅRD Collection

et autres grandes marques!

## 33 % de rabais

dessous mode et tenues de nuit à prix ordinaire pour elle

## 35 % de rabais

• montres CITIZEN, SIERRA et SEIKO  
• bijoux mode et en argent fin signés MANTLES<sup>MC</sup> et TOGO<sup>MC</sup>

## SAMEDI SEULEMENT!

Ces offres spéciales ne peuvent être combinées avec aucune autre.

## 40 % de rabais

tenues jeans à moins de 89 \$ pour femme, homme et enfant

## 57 % de rabais

Bijoux PRINCIPLES<sup>®</sup> en or à 10 ct, 14 ct et 18 ct

## 40 % de rabais

tenues habillées des fêtes pour bébé et enfant

## 40 % de rabais

soutiens-gorge et slips mode LILY OF FRANCE et LA LINGERIE pour elle

### Meubles, gros électros, appareils électroniques et duos-sommeil

Aucune mensualité durant 12 mois!

• Meubles • Gros électros • Appareils électroniques • Duos-sommeil

- **Aucun** intérêt
- **Aucun** acompte
- **Aucune** taxe et **aucuns** frais de livraison payables à l'avance

En réglant avec votre carte de crédit Hbc.

Achat minimal de 499 \$ (avant taxes) réglé avec votre carte de crédit Hbc. Précisions ci-dessous.



## 5 \$ vos points Primes Hbc

Quand vous réglez TOUT achat de 499 \$\* ou plus de meubles, gros électros, duos-sommeil et appareils électroniques avec votre carte de crédit Hbc. Carte or = 125 x montant en dollars x 5. Carte bleue = 75 x montant en dollars x 5. \*avant taxes. Les commandes personnalisées non réglées intégralement sont exclues de l'offre de points Primes Hbc. L'offre ne s'applique pas aux acomptes.

Le programme « aucune mensualité durant 12 mois » est offert sur approbation du crédit (achat minimum de 499 \$ avant taxes). L'achat est payable 12 mois plus tard sauf pour (a) les frais de surris de 54,95 \$ ou 69,95 \$ liés au programme choisi (non applicables au Québec), (b) les taxes et (c) tous les frais optionnels qui doivent être réglés au moment de l'achat. Le taux annuel en pourcentage (TAP) s'appliquant aux frais de surris est de 14 %. Aucun intérêt n'est imputé au compte durant la période visée. Veuillez consulter un associé de la Baie pour obtenir une copie des conditions et modalités.

Le choix varie selon le magasin. Les rabais sont sur nos prix ordinaires, sauf avis contraire. Exceptions : articles « Bon prix la Baie tous les jours », « Nouvellement réduit », « Achat-choc », « Offre spéciale de la direction », Salvati, Home Studio, Liz Claiborne Home, Vera Wang, GlucksteinHome, ceux des rayons concédés et mode maison Mantles. Les mentions « ACHAT-CHOC » et « Offre spéciale de la direction » indiquent que nous avons trouvé une affaire incroyable dont nous voulons vous faire profiter. Si nous indiquons un « PRIX DE COMPARAISON », il s'agit du prix qu'un autre détaillant canadien a établi pour un article de qualité identique ou comparable. Notez que pour les articles « Achat-choc », « Offre spéciale de la direction » et ceux de l'Entrepôt du style en magasin, les quantités sont limitées, le choix varie selon le magasin et certains bons d'achat différé ni articles de substitution ne sont offerts. La mention « PRIX CISEAUX » signifie que le bas prix au quotidien existant est temporairement réduit. Précisions en magasin.

COUR SUPRÊME

# Le Château du sexe réduit au silence

MARIE-CLAUDE MALBOEUF

C'en est fini de la musique suggestive diffusée jusque sur les trottoirs du centre-ville de Montréal.

Hier, la Cour suprême du Canada a donné tort au Château du sexe, qui tentait d'écraser la concurrence en diffusant la trame sonore de ses spectacles de danseuses nues. Parfois, les passants pouvaient même entendre le DJ leur annoncer toutes sortes de rabais sur les consommations. Or, ces méthodes violent le règlement sur le bruit de la Ville de Montréal, et ce règlement est tout à fait valide, concluent les juges, ce qui forcera le cabaret du 972, rue Sainte-Catherine Ouest, à fermer ses haut-parleurs.

Même dans une rue commerciale très animée le soir, « les citoyens d'une ville, même s'il s'agit d'une ville de la taille de Montréal, ont droit à un environnement sain », tranchent six des

Même dans une rue commerciale très animée le soir, « les citoyens d'une ville, même s'il s'agit d'une ville de la taille de Montréal, ont droit à un environnement sain », tranchent six des sept magistrats ayant étudié la question.

Outré, le gérant de jour du Château du sexe, Charles Savoie, crie à l'injustice. « On est entouré de commerces qui jouent leur musique à tue-tête — les disques HVM le font juste à côté — et on joue exactement la même musique que toutes les stations de radio. C'est clair qu'on cible l'industrie du sexe ! »

Peter Sergakis, qui possède deux ou trois cabarets de danseuses, préfère applaudir la Cour suprême : « Pourquoi on irait déranger les gens ordinaires qui

font leur magasinage en leur cognant sur la tête avec notre musique ? Pourquoi, quand ils ne veulent pas participer à ça ? Les clients d'un club, c'est pas tout le monde : c'est une clientèle ciblée, spéciale. »

D'après l'homme d'affaires, le jugement ne touchera qu'une poignée d'établissements de la rue Sainte-Catherine et leurs pertes ne seront pas faramineuses. « La musique servait à attirer les touristes qui ne connaissent pas les places. La clientèle locale n'en a pas besoin : elle les connaît toutes. »

14 mai 1996

Parmi les juges aussi, les opinions ont divergé au fil des ans. L'histoire commence le 14 mai 1996, peu après minuit, lorsqu'un policier remet au Château une contravention de 100 \$. Quelques années plus tard, la Cour supérieure et la Cour d'appel concluent que le règlement municipal ratisse trop large pour être applicable. Car en interdisant tout « bruit produit au moyen d'appareils sonores », la Ville risque d'interdire aussi les rumeurs douces et inoffensives. Bref, d'interdire des activités qui ne sont pas vraiment des nuisances. D'après ces deux cours, l'interdit viole aussi la liberté d'expression, qu'il faut protéger même si la valeur de la danse « exotique » est controversée.

Après cinq ans de flou, la Ville retrouve toutefois ses crocs. Aux yeux de la Cour suprême, même si l'interdiction est ambiguë, il suffit de tenir compte de son objectif — soit protéger les citoyens contre la pollution sonore — pour savoir comment l'appliquer. Quant à la liberté d'expression des experts en spectacles érotiques, elle est bel et bien mise en péril, disent-ils. Mais l'importance d'assurer le calme le justifie.

La Ville, qui applaudit la décision, souligne qu'elle n'a jamais cessé de sévir contre les commerces bruyants. Depuis 2003, les policiers leur ont donné 250 contraventions.

EN BREF

Menaces par courriel

Un pilote de brousse de 59 ans, Donald Doyle, aura prochainement un procès devant jury au palais de justice de Montréal, sous des accusations d'avoir menacé par courriel des membres d'organismes de femmes de Montréal et Toronto. Les courriels laissaient apparemment entendre que le signataire était la réincarnation de Marc Lépine, envoyé pour finir le travail. L'accusé est soupçonné d'avoir envoyé les courriels menaçants les 8 et 10 janvier derniers, de son domicile de Saint-Colomban.

Christiane Desjardins

Karla Homolka n'a pas violé ses conditions de mise en liberté

Karla Homolka n'a pas violé ses conditions de mise en liberté et au-

cune accusation ne sera portée contre elle, a annoncé le Bureau des substituts du procureur général hier. Le Bureau des substituts du procureur général de Longueuil en est arrivé à cette conclusion après avoir étudié le dossier de Karla Homolka, qui se fait maintenant appeler Karla Leanne Teale. La police de Longueuil avait ouvert une enquête à l'endroit de la célèbre criminelle à la suite des révélations de son ex-employeur, Richer Lapointe. Par ailleurs, M. Lapointe aurait été victime d'une attaque au couteau hier soir. Le quincaillier a été retrouvé au sol, à côté de sa voiture, à l'entrée de son domicile, avenue Glenn, à Saint-Hubert. Il souffrait de blessures au dos. C'est lui-même qui a alerté les policiers vers 18h. Selon la police de Longueuil, M. Lapointe a été soigné sur place et son état n'a pas nécessité de transport en ambulance. Il a décrit son agresseur comme un homme cagoulé, s'exprimant en français. PC et Sara Champagne

## J. Schreter célèbre son 77<sup>e</sup> anniversaire

Tout pour la famille sous le même toit



**Hommes**  
Tout à **25%** de rabais  
Habits, tenues décontractées, chemises, chaussures, sous-vêtements, vêtements sports, etc.

**Femmes**  
Tout à **25%** de rabais  
Manteaux, accessoires mode, vêtements sports, etc.

**Enfants**  
Tout à **25%** de rabais  
Chaussures, manteaux, vêtements, accessoires, etc.

**GRANDE VENTE DES COLLECTIONS DE L'ANNÉE**  
Pendant 5 jours seulement

Obtenez **25%** de rabais sur toute la marchandise en magasin sans exception avec achat de 50\$ et plus.



**5 JOURS SEULEMENT**  
(HEURES D'OUVERTURE POUR LA DURÉE DE LA VENTE)

MERCREDI 2 NOVEMBRE 9 h 00 à 18 h 00	JEUDI 3 NOVEMBRE 9 h 00 à 21 h 00	VENDREDI 4 NOVEMBRE 9 h 00 à 21 h 00	SAMEDI 5 NOVEMBRE 9 h 00 à 18 h 00	DIMANCHE 6 NOVEMBRE 10 h 00 à 17 h 00
--	---	--	--	---

Maintenant 2 magasins pour mieux vous servir!

**J. Schreter**  
DEPUIS/SINCE 1928

**MONTRÉAL**  
4358 boul. St-Laurent (angle Marie-Anne)  
Tél. : (514) 845-4231

**COMPLEXE POINTE-CLAIRE**  
6361, route Trans-Canada (angle boul. St-Jean)  
Tél. : (514) 630-1096

info@schreter.com :: www.schreter.com

3356744

## Captez l'émotion avec OLYMPUS



OLYMPUS SP-350

499<sup>995</sup>

Le SP-350 est facile à utiliser et capte des images de qualité extraordinaire.

- Capteur de 8 mégapixels
- Écran ACL de 2,5" et zoom optique 3x
- Sabot pour flash externe



STYLUS 800

499<sup>995</sup>

Pour ceux qui sont à la recherche d'un appareil combinant hautes performances et design élégant.

- Capteur de 8 mégapixels
- Écran ACL de 2,5" et zoom optique 3x
- 19 modes scènes



ENSEMBLE EVOLT E-500

1249<sup>995</sup>

Toute la performance d'un reflex numérique dans un boîtier compact et léger avec protection anti-poussière.

- Capteur CCD de 8 mégapixels
- Filtre anti-poussière à onde supersonique (SSWF)
- Incluant un objectif 14-45mm et un objectif 40-150mm

**L.L. Lozeau**  
LE GRAND CHEF DE LA PHOTOGRAPHIE

6229, St-Hubert  
Montréal (Québec)  
www.lozeau.com  
514.274.6577

Photos peuvent différer  
Valide jusqu'au  
16 novembre 2005

CE SOIR, GROS LOT 75 MILLIONS \$ C'EST DE L'ARGENT!

www.loto-quebec.com

18 ans +

3357318A

3356532A

ACTUALITÉS

Blitz de négos pour empêcher les grèves tournantes

# Les moyens de pression sont maintenus

CAROLINE TOUZIN  
ET TOMMY CHOUINARD

Le gouvernement Charest propose aux centrales syndicales de prendre part à un blitz de négociations dans l'espoir d'en arriver à une entente d'ici une semaine et d'éviter le déclenchement des grèves tournantes le 10 novembre. Il leur demande aussi de renoncer à la « perturbation » des services publics. La réponse du front commun

CSN-FTQ ne s'est pas fait attendre. Pas question de laisser tomber ce moyen de pression.

Si les deux parties n'arrivent pas à un règlement d'ici le 17 novembre, les écoles de la Commission scolaire de Montréal (CSDM) et les cégeps de la métropole, sauf Dawson et Vanier, seront en grève, a appris *La Presse*. Les 172 écoles primaires et secondaires de la CSDM seraient ainsi fermées ce jour-là.

Comme l'a révélé *La Presse* hier, le

front commun CSN-FTQ déclenche- ra des grèves tournantes dès le 10 novembre partout au Québec, dont le 17 novembre dans la métropole, en éducation, en santé, dans les services sociaux et dans les organismes gouvernementaux.

« Si on ne montre pas les dents, on a vu qu'il n'y avait pas de sérieux aux tables de négociations sectorielles. On doit passer par là », a expliqué le président de la FTQ, Henri Massé, en marge d'une conférence

de presse commune avec la CSN, hier matin à Montréal. Un blitz de négociations permettrait une entente à la fin du mois de novembre ou au début décembre, avance-t-il.

Le gouvernement du Québec est plus optimiste. « Il reste une semaine encore avant le 10. Avec un blitz, on est capable d'arriver à une entente », a affirmé hier la présidente du Conseil du Trésor, Monique Jérôme-Forget, flanquée de ses collègues de la Santé, Philippe Couil-

lard, et de l'Éducation, Jean-Marc Fournier. M<sup>me</sup> Jérôme-Forget promet que les tables de négociation vont « fonctionner à plein régime ».

Même à « plein régime », pas question de modifier notre plan d'action, a dit le coordonnateur de la négociation pour la FTQ, Daniel Boyer, en soirée hier. « Les grèves légales n'ont jamais empêché de négocier, répond M<sup>me</sup> Carbonneau. C'est un piège à ours. Je suis trop petite pour entrer dans un piège à ours », a-t-elle ajouté en riant.

Selon les ministres, les centrales sèment l'inquiétude chez les parents, les malades et l'ensemble des Québécois. « Le recours à des moyens de pression n'est pas justifié compte tenu de notre disponibilité à continuer les négociations sur toutes les tables, à toute heure de la journée et sept jours par semaine », a expliqué le ministre Couillard, qui craint que des chirurgies et des examens diagnostiques soient annulés « en grande quantité ».

Le président de la FTQ, Henri Massé, assure le contraire. Selon lui, 90 % des services réguliers dans les établissements de santé et de services sociaux seront maintenus. Aucun rendez-vous médical ne devrait être annulé. Si c'est le cas, ce sera une décision des établissements de santé, et non des syndiqués, a-t-il répété en conférence de presse.

Les 200 000 membres du front commun ont voté en majorité en faveur de ces grèves tournantes de quatre jours. C'est 89 % des syndicats de la CSN et 85 % des syndicats de la FTQ qui ont voté pour la grève. Certains qui ont voté contre pourraient également se rallier. Le front commun CSN-FTQ a dévoilé le premier des quatre jours de grève, hier. Les trois autres seront connus d'ici la période des Fêtes.

Les quelque 170 000 membres de la Centrale des syndicats du Québec (CSQ) pourraient se joindre au mouvement. Les différents syndicats affiliés à la CSQ tiennent des votes de grève jusqu'à mardi.

Même s'il invite les centrales syndicales à négocier de façon intensive, Québec n'entend pas changer son offre de 3,2 milliards sur une période de six ans, une augmentation de 12,6 % de la masse salariale. « Le cadre financier demeure toujours le même. Mais on peut négocier à l'intérieur de ce cadre », a répété Monique Jérôme-Forget. Québec écarte pour le moment tout recours à une loi d'exception.

## Zellers Le samedi 5 novembre 2005

# Un jour seulement!

Nouveautés vidéo à prix incroyables!

# 1487

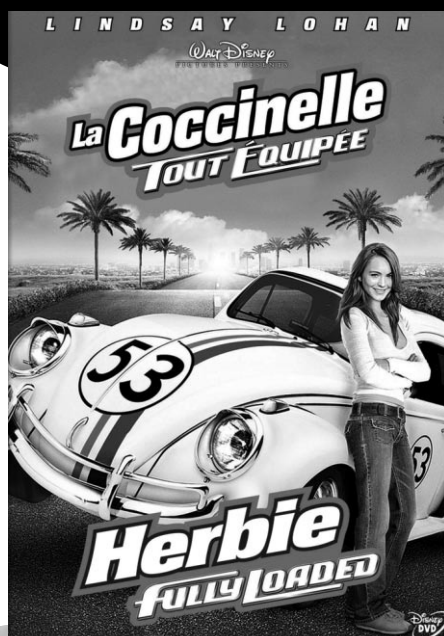
Limite d'un DVD de chaque film par client.



Star Wars III : La revanche des Sith



©2005 Lucasfilm Ltd. et TM. Tous droits réservés. STAR WARS et tous les personnages, logos et éléments connexes sont la propriété de Lucasfilm Ltd. Twentieth Century Fox, Fox et les logos connexes sont la propriété de Twentieth Century Fox Film Corporation.



Batman : Le commencement



©2005 Warner Bros. Entertainment Inc. Tous droits réservés. TM et © DC Comics © 2005 Warner Bros. Entertainment Inc. Tous droits réservés.

La Coccinelle tout équipée



© Buena Vista Home Entertainment Inc. Tous droits réservés.

19<sup>87</sup> Avant 25,87

SAMEDI ET MARDI SEULEMENT!



Réservez votre copie de Charlie et la chocolaterie et obtenez

# 50 000\*

points bonis Primes Hbc

Vous pourrez obtenir votre copie dès le mardi 8 novembre. \*Les points bonis seront accordés une seule fois par compte Primes Hbc. 100 copies par magasin.

PLAN B VILLAGE ROADSHOW PICTURES © 2005 Warner Bros. Entertainment Inc. Tous droits réservés.

## Voyez ces aubaines à ne pas manquer!

2/5 \$ LIMITE DE 4

Paquet de 20 bouteilles d'eau Nestlé®

50% de rabais sur TOUS les vêtements d'extérieur en cuir et en suède pour homme et femme Avant 199,99-229,99... 99,97-114,97

50%-75% de rabais sur TOUS les outils électriques PowerSmith®

Jusqu'à 60% de rabais sur les chaussures de sport Spalding® pour homme et femme Avant jusqu'à 39,97... 14,97

25% de rabais sur les soutiens-gorge et culottes sur cintre et les vêtements de nuit à prix ordinaire pour femme Emballages multiples exceptés.

30% de rabais sur TOUS les petits électroménagers de fin de série LIQUIDATION DE 4 MILLIONS \$ de petits électroménagers de cuisine! Comprend les modèles Westinghouse®, Black & Decker® et PLUS!

Le choix varie selon le magasin. Tant qu'il y en aura. Désolés, aucun bon d'achat différé.



### PREMIÈRE SÉRIE DE GRÈVES TOURNANTES

- 10 novembre : Coeur-du-Québec
- 11 novembre : une partie des syndicats des Laurentides et de Lanaudière
- 14 novembre : Estrie, Montérégie, Laurentides et Lanaudière (autre partie des syndicats)
- 15 novembre : Outaouais et Abitibi
- 16 novembre : Bas-Saint-Laurent et Gaspésie
- 17 novembre : Montréal
- 18 novembre : Côte-Nord, Québec et Saguenay—Lac-Saint-Jean

En grève : la majorité des écoles, des cégeps, des établissements de santé et des services sociaux, des bureaux de l'Aide juridique, la RIO, le Palais des congrès, les fonds FQRNT- FQRSC, la Commission des droits de la personne et quatre traversiers.

### Ébénisterie



SUPER VENTE D'AVANT NOËL

Nous payons l'équivalent de la T.P.S.



\*SUR TOUS NOS MEUBLES (PLUS DE 2400 MODÈLES)

DIRECTEMENT DU FABRICANT



Laval: 2930 bl. Le Corbusier, (450)682-5614

Montréal: 4881 bl. St-Laurent (514)845-8103

\*Voir détails en magasin

# Les libéraux promettent une offre à Layton

TRISTAN PÉLOQUIN

OTTAWA — Le ministre fédéral de la Santé, Ujjal Dosanjh, a peut-être réussi à protéger les arrières du gouvernement libéral pour un bon moment. Répondant aux requêtes du NPD, il a promis de faire parvenir hier à Jack Layton une ébauche de politique limitant la place des cliniques privées au pays.

Depuis la publication du rapport Gomery, le chef néo-démocrate pressait le gouvernement de mettre de l'avant une telle politique avant la fin de la semaine, faute de quoi il laissait planer la menace de mettre fin à son alliance stratégique. Sans l'appui du NPD et de ses 18 députés, le gouvernement minoritaire de Paul Martin se serait retrouvé à 152 députés contre 170 pour le Bloc et les conservateurs.

La proposition libérale prendrait vraisemblablement la forme d'un amendement à la loi sur la santé qui interdirait aux médecins d'effectuer à fort prix dans des cliniques privées des interventions couvertes par l'assurance maladie à moindre coût dans le système public. Le ministre Dosanjh a cependant refusé de dévoiler quelque détail que ce soit, hier, sur son offre. « Ce sont des enjeux très complexes, qui touchent les différents gouvernements, a-t-il dit. Notre ébauche de politique est toujours à un stade préliminaire, même moi je n'ai pas vu la version écrite du document. »

« Avant d'annoncer quoi que ce soit, nous voulons être certains d'avoir une bonne proposition », a ajouté M. Dosanjh.

## Couillard ferme la porte

Le ministre de la Santé du Québec, Philippe Couillard, a fermé la porte à l'idée de discuter d'une telle politique avec Ottawa. « Nous n'avons aucune ouverture. La santé est de juridiction provinciale. Et on donnera bientôt une réponse au jugement Chaoulli qui traite de cette question. C'est notre champ de compétence », a-t-il déclaré.

Malgré cette demi-victoire annoncée, Jack Layton ne s'est pas montré particulièrement enthousiaste en fin d'après-midi. « Je ne m'attends pas vraiment à quelque chose de très satisfaisant. Le fait que le ministre tarde depuis si longtemps à donner une réponse à notre demande prouve que le gouvernement n'a absolument rien fait dans ce dossier et permet à la privatisation de s'instaurer dans le pays. »

M. Layton a cependant clairement indiqué, pour la première fois depuis le dépôt du rapport Gomery, qu'il n'était pas question pour lui de provoquer un vote de blâme avant la tenue des prochaines journées de l'opposition, le 14 novembre. « Les tests pour savoir si nous appuyons les libéraux viendront à ce moment-là. D'ici là, nous tenterons de produire des résultats pour les Canadiens. »

Réagissant à ses propos, le chef du Bloc québécois, Gilles Duceppe, qui réclame depuis le début de la semaine avec Stephen Harper la chute du gouvernement, a accusé M. Layton d'avoir manqué de cran.

Avec Tommy Chouinard

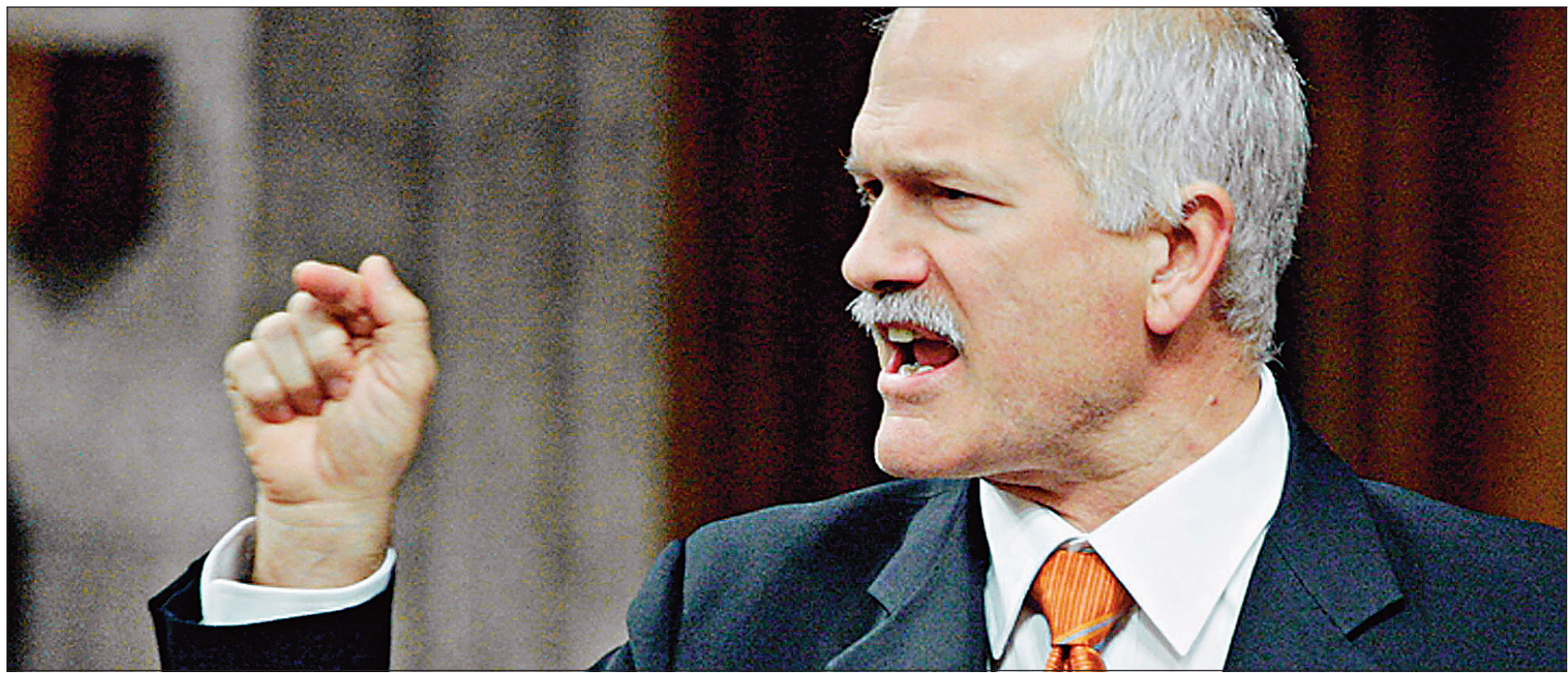
## EN BREF

### Jusqu'à Noël

Le scandale des commandites sera au menu des travaux des Communes au moins jusqu'à Noël. Pour contrer une question de privilège du député de Bourassa, Denis Coderre, qui demande réparation au Bloc québécois pour l'envoi à des milliers d'électeurs d'un dépliant l'associant, affirme-t-il, au scandale des commandites, le Bloc a fait accepter hier à la Chambre un amendement et un sous-amendement à la motion libérale. De cette façon, tous les députés des Communes auront le loisir de parler de ces amendements et de la motion principale trois fois chacun pour un maximum de 20 minutes chaque fois.

### Paul Martin en Argentine

Paul Martin participe aujourd'hui et demain au quatrième Sommet des Amériques, à Mar Del Plata (Argentine). La rencontre de deux jours entre 34 chefs d'État et de gouvernement de l'Amérique du Nord, centrale et du Sud vise à discuter des efforts communs pour l'ouverture des frontières au commerce, de la lutte contre la pauvreté et de la promotion des droits de la personne et de la démocratie. PC



Depuis la publication du rapport Gomery, le chef néo-démocrate pressait le gouvernement d'adopter une politique limitant la place des cliniques privées au pays, faute de quoi il laissait planer la menace de mettre fin à son alliance stratégique.

# L'événement

## « Vous êtes gagnant » RONA

**Du 12 octobre au 8 novembre**

Inscrivez vos projets **de 250\$ et plus\***

et obtenez jusqu'à **450\$ de rabais.**

Achats pour le projet de*	Obtenez un rabais de
250 \$ à 500 \$	15 \$
500,01 \$ à 1 500 \$	60 \$
1 500,01 \$ à 3 000 \$	200 \$
3 000,01 \$ et plus	450 \$

\*Avant taxes

**Vous pourriez gagner un voyage pour deux aux Jeux d'hiver 2006 de Turin et plusieurs autres prix!**

Détails en magasin et sur [rona.ca](http://rona.ca)

Pour chaque projet inscrit, **RONA versera 10\$ au fonds « À nous le podium », qui encourage les athlètes de l'équipe olympique canadienne.**

**À GAGNER! Plus de 50 000\$ en prix!**

3349781A



**RONA**  
Partenaire national

**RONA**

Vous voulez. Vous pouvez.

Détails dans les magasins RONA participants et sur rona.ca. Cette offre n'a aucune valeur monétaire. Le coût du projet doit être de 250\$ et + avant taxes. Tous les achats pour le projet doivent être effectués en une seule transaction dans le même magasin RONA entre le 12 octobre et le 8 novembre 2005. Certaines restrictions s'appliquent. Seuls les achats « Payez et emportez » sont admissibles. Paiements comptants et par carte de crédit ou de débit seulement. Offre non valable pour les comptes maison. Règlement du concours disponible dans les magasins RONA participants et sur rona.ca.

3349786

## POLITIQUE

Nouvelle tuile pour le PLC

## L'Association libérale de Longueuil—Pierre-Boucher menacée de radiation

JOËL-DENIS BELLAVANCE

OTTAWA — Une nouvelle tuile s'abat sur l'aile québécoise du Parti libéral du Canada.

Après le rapport incriminant du juge John Gomery, qui confirme qu'elle a profité d'un dispositif bien huilé de pots-de-vin, financé à même le programme de commandites, voilà qu'Élections Canada menace de radier l'Association libérale de Longueuil-Pierre-Boucher.

Cette association n'a toujours pas soumis au directeur général d'Élections Canada le rapport financier des dernières élections fédérales de juin 2004.

C'est que les dirigeants de cette association n'ont toujours pas soumis au directeur général d'Élections Canada, Jean-Pierre Kingsley, le rapport financier des dernières élections fédérales de juin 2004, violant ainsi l'article 403.21 de la Loi électorale du Canada.

Le candidat libéral aux dernières élections, Robert Gladu, a mordu la poussière aux mains de la bloquiste Caroline Saint-Hilaire. M. Gladu est actuellement candidat aux élections municipales de Longueuil dans le quartier 14.

L'association devait produire son rapport avant la fin juin de cette année. Elle a obtenu un délai jusqu'au 26 août de la part de M. Kingsley en expliquant qu'elle a eu des difficultés à le faire en raison du départ du trésorier. Mais ce délai n'a pas été respecté. M. Kingsley donne donc jusqu'au 30 novembre aux militants libéraux de cette circonscription au sud de Montréal pour se conformer à la loi.

« Élections Canada envisage de recourir aux mesures prévues dans la loi, dont la radiation

éventuelle de l'association. L'association a demandé l'autorisation de déposer un rapport du vérificateur d'ici le 30 novembre en sachant qu'il s'agit d'une prorogation finale, à moins que des circonstances très particulières ou urgentes ne se présentent », a expliqué à *La Presse* Adrien Cantin, porte-parole d'Élections Canada.

Si l'association est radiée, elle cessera d'exister au sens juridique et ne pourra plus accepter des contributions financières et émettre des reçus pour fins d'impôts. Toutefois, il

Parti libéral pourra quand même présenter un candidat qui devra financer sa campagne par d'autres moyens.

Selon d'anciens membres du parti, l'association libérale est incapable de produire le rapport financier en question parce que les dirigeants ont perdu la trace de 40 000 \$ recueillis dans le cadre d'une soirée organisée le 17 mars 2004 au club de golf de Longueuil. Quelque 200 personnes avaient payé 200 \$ chacune afin d'assister à cette soirée visant à donner un coup de pouce au candidat libéral Robert Gladu. Des gens d'affaires et des politiciens tels le maire de Longueuil, Jacques Olivier, le ministre des Transports et lieutenant politique de Paul Martin au Québec, Jean Lapierre, étaient présents.

Selon Denis Sabourin, qui était directeur adjoint de la campagne électorale des libéraux dans la circonscription, les 40 000 \$ n'ont jamais été comptabilisés dans les livres de l'association. Et, à ce jour, il se pose encore la question de savoir ce qu'il est advenu de cette somme. « Il n'y a plus personne qui sait où est allé cet argent. Quand on pose des questions, on ne nous répond pas. Tout ce qu'on nous dit, c'est que ça va être réglé à un moment donné et que cela ne nous regarde pas », a dit hier M. Sabourin.

Ce dernier a claqué la porte du PLC et appuie maintenant le Parti conservateur de Stephen Harper. « J'ai 66 ans. Je n'ai jamais été autre chose qu'un libéral à Québec et à Ottawa. Mais maintenant, je ne veux plus rien savoir de ces pourris-là à Ottawa. »

La présidente de l'association libérale, Suzanne Lemay, rejette catégoriquement les accusations de M. Sabourin. Elle affirme que les 40 000 \$ ont été remis à l'agent officiel de M. Gladu, Robert Charland. Au sujet de la menace de radiation, M<sup>me</sup> Lemay a déclaré : « Il n'y a pas de problème. Tout est sous contrôle. J'ai eu une prolongation. Les documents sont entre les mains d'un comptable agréé et cela devrait partir d'ici deux ou trois jours pour Élections Canada. »

Elle a précisé que son association n'a pu produire le document parce qu'elle a changé trois fois de trésorier. « J'en ai un qui est décedé. J'en ai un qui a démissionné, et il y en a un autre qui se présentait aux élections municipales. »

*La Presse* n'a pu obtenir les commentaires de M. Charland hier.

## EN BREF

## Kyoto: 7% de l'effort pancanadien pour le Québec

Dans l'espoir de convaincre le gouvernement Charest de la logique de son plan sur Kyoto, Ottawa soutient que les industries québécoises ne devront assumer que 7 % de l'effort pancanadien de réduction des émissions de gaz à effet de serre. Dans son *Projet vert*, dévoilé le printemps dernier, le ministre fédéral de l'Environnement, Stéphane Dion, prévoyait que les grands pollueurs devaient réduire de 45 mégatonnes, d'ici 2010, leurs émissions de gaz à effet de serre. De ce total, Ottawa compte demander à l'industrie pétrolière, concentrée en Alberta et en Saskatchewan, d'effectuer des réductions d'environ 20 mégatonnes. L'industrie de l'énergie thermique, quasi absente au Québec mais présente dans la plupart des autres provinces, devra contribuer à hauteur de 17 mégatonnes. Au Québec, on continue toutefois de voir rouge. Québec maintient que le plan fédéral ne reconnaît pas les efforts passés des industries québécoises.

Presse Canadienne

## Mulcair discute maintenant avec Lapierre

Le ministre du Développement durable, Thomas Mulcair, négocie désormais avec le ministre fédéral des Transports, Jean Lapierre, plutôt qu'avec son homologue, Stéphane Dion, dans l'espoir de signer une entente bilatérale sur les changements climatiques d'ici le 21 novembre. Depuis une semaine, M. Mulcair dit qu'il ne veut plus négocier avec son homologue fédéral, en raison du « mépris » affiché par M. Dion envers le Québec et ses revendications en matière de lutte contre les changements climatiques. Ottawa a prévu verser 10 milliards aux provinces, d'ici 2012, pour financer divers projets susceptibles de réduire le nombre d'émissions de gaz à effet de serre, et Québec veut obtenir une première tranche de sa part du gâteau dans les semaines qui viennent, soit entre 325 et 350 millions. S'il conclut l'entente, le gouvernement Charest entend apporter sa propre contribution pour investir dans les infrastructures de transport en commun, dont les trains de banlieue.

Presse Canadienne

GRAND LEATHER / LEATHER

OSCAR LEOPOLD .com

Grande Vente D'ouverture 50% de rabais sur toute notre collection Cuir • Agneau Italien de Toscane

OSCAR LEOPOLD

- Carrefour Laval • Place Rosemère
- Fairview Pointe-Claire • Centre Eaton, Ste-Catherine, Mtl

Promotion pneus d'hiver Pirelli<sup>®</sup>

# Vive l'hiver!

Pour un temps limité, les pneus d'hiver Winter Carving de Pirelli<sup>MD</sup> et les roues en acier Volkswagen d'origine sont offerts à prix spécial, montage et équilibrage compris.

Pneu	Modèle	Année	Prix* (Unitaire)
Winter Carving 195/65R 15	Golf / Jetta	1999 - 1/2 (et ultérieures)	179,95 \$ (à partir de)
Winter Carving 205/55R 16	Golf / Jetta avec suspension sport	1999 - 1/2 (et ultérieures)	218,95 \$ (à partir de)
Winter Carving 195/65R 15	Passat	2001 1/2 - 2005 (sauf V8)	204,95 \$ (à partir de)
Winter Carving 205/55R 16	New Beetle	1998 (et ultérieures)	218,95 \$ (à partir de)

Pneus Pirelli Winter Snowsport 210 disponibles dans différentes dimensions à prix légèrement plus élevés.

\* Concessionnaires participants seulement. Taxes et frais spécifiques sur les pneus non inclus. Les prix sont indiqués par unité et comprennent une roue en acier, un pneu d'hiver Pirelli suggéré, le montage, l'équilibrage et la pose sur votre Volkswagen. Pour assurer une sécurité optimale, nous vous recommandons de poser quatre pneus d'hiver assortis.

Arbour Volkswagen	LAVAL
Automobiles Niquet	STBRUNO
Automobiles Popular	MONTRÉAL
Centre-ville Volkswagen	MONTRÉAL
Duval Volkswagen	LONGUEUIL
Nordest Volkswagen	MONTRÉAL
Park Avenue Volkswagen	BROSSARD
Rimar Volkswagen	STLÉONARD
Valleyfield Volkswagen	VALLEYFIELD
Volkswagen Gabriel	LASALLE
Volkswagen St-Eustache	ST-EUSTACHE
Volkswagen St-Jérôme	ST-JÉRÔME

Êtes-vous fait pour Volkswagen?

338235A

Plus de 1,000,000 \$ à liquider : Plusieurs spéciaux sur produits non-annoncés et modèles de plancher... Jusqu'à épuisement des stocks!

Ce week-end... 4 jours seulement

# NOUS PAYONS 2 TAXES

Nous payons l'équivalent de la TPS ou la TPS et la TVQ sur produits sélectionnés

Plasma 43po Haute Définition! Belle image claire et nette!

**Pioneer**



**43"**  
HD Plasma  
HDTV COMPATIBLE

**Nous payons la TPS**

**4999<sup>99</sup>**

- Résolution XGA haute définition (1024x768) • 3 modes d'ajustement de la température des couleurs • 4 modes de réduction des bruits • Syntonisateurs TV intégrés • Télécommande toute fonction PDP4360 Meuble en sus.

**JVC**

**I Art**



**27po**  
Écran plat

**Nous payons la TPS**

**ÉPARGNEZ 61\$ 368<sup>99</sup>**

- Tube cathodique avec masque perforé INVAR • Filtre peigne numérique 3 lignes • Entrée vidéo en composantes • Audio à haute définition BBE • Télécommande universelle AV32F476

**Canon**

**5.0 MEGA-PIXELS**

**Zoom optique 12X**

**2.0po**  
Écran ACL



**Nous payons la TPS**

**697<sup>99</sup>**

- Stabilisateur de l'image • Zoom numérique de 4X • Focus manuel et contrôle de l'exposition • Mode automatique • Flash intégré • Sortie audio-vidéo S21S

**JVC**

**Zoom optique 25X**

**2.5po**  
Écran ACL



**Nous payons la TPS**

**ÉPARGNEZ 80\$ 469<sup>99</sup>**

- Viseur couleur • Zoom numérique de 800X • Stabilisateur d'image GRD250

**0% Financement D'INTÉRÊT\***  
disponible sur tout, renseignez-vous!

**Panasonic Enregistreur DVD**



**Nous payons la TPS**

**Nouveau! 299<sup>99</sup>**

- Lecture et enregistrement multiformat • Nouveau mode d'enregistrement LP avec 500 lignes de résolution horizontale • Lancement rapide de l'enregistrement en 1sec • Entrée DV • 3 entrées AV DMRES20

**Ensemble audio cinéma maison Dolby Digital 5.1 canaux avec lecteur DVD 5 disques et 4 enceintes style tourelles, enceinte centrale et "sub"**

**JVC**

**DVD VIDEO**  
**800 WATTS**



**Nous payons les deux taxes TPS et TVQ**

**699<sup>99</sup>**

- Récepteur dolby digital/DTS avec lecteur DVD intégré • Syntonisateur AM/FM intégré • Enceintes "surround" et de centre • Caisson de grave • Télécommande THM603

**Nous payons les deux taxes TPS et TVQ sur toutes nos enceintes à prix régulier REFERENCE / PSB / JBL / MISSION**



**Enceintes 2 voies**

**À partir de 99<sup>99</sup>**

- Réponse de fréquence de 60Hz - 20Khz R50S

**LG**

**Liquidation finale!**



**20po**  
Écran ACL

**Nous payons les deux taxes TPS et TVQ**

**888<sup>99</sup>**

- Balayage progressif • Technologie S-IPS • 178/178 (angle de vision) • Luminance numérique • Finition laquée de luxe 20LA6R Peut être démo. Sélection varie selon les succursales.

**SAMSUNG**



**50po**  
Projection DLP

**Nous payons la TPS**

**ÉPARGNEZ 111\$ 2688<sup>99</sup>**

- Rapport de contraste de 2000:1 en format 16:9 • Interface multimédia haute définition (HDMI) • Syntonisateur HDTV • Télécommande multi-fonctions HLR5064

## CENTRE HI-FI

Pour le meilleur service, la meilleure sélection et les meilleurs prix garantis!

<b>MASCOUCHE</b> WALMART CHIF AUTOROUTE 25 NORD SORTIE 24 MONTÉE MASSON 163 MONTÉE MASSON (450) 474-8448	<b>LACHENAIE</b> MONTÉE DES PIONNIERS CHIF AUTOROUTE 40 SORTIE 94 LACHENAIE 290 MONTÉE DES PIONNIERS (450) 585-7109	<b>VALLEYFIELD</b> MONTÉE DES PIONNIERS CHIF 50 DUFFERIN (450) 371-3500
---	--	---

<b>ST-LÉONARD</b> GALERIE D'ANJOU CHIF LANGELIER 6925 JEAN-TALON (514) 257-HIFI	<b>LAVAL</b> CHIF 3956 AUTOROUTE 440 (450) 688-0561	<b>ST-JÉRÔME</b> CHIF 900 GRIGNON (450) 436-5939
--	--	---

<b>RIVE-SUD</b> CHIF 3929 TASCHEREAU (450) 445-5473	<b>RIVE-SUD</b> CHIF 1567 BOUL. DES PROMENADES (450) 462-7474	<b>VILLE-ST-LAURENT</b> CHIF 3500 CÔTE-VERTU O. (514) 856-4030
--	--	---

<b>CENTRE-VILLE</b> CHIF 385 STE-CATHERINE O. (514) 288-1300	<b>POINTE-CLAIRE</b> CHIF 979 BOUL. ST-JEAN (514) 695-9135	<b>MONTRÉAL</b> CHIF 6600 CÔTE-DES-NEIGES (514) 344-4445
---	---	---

<b>MONTRÉAL</b> CHIF 1563 MONT-ROYAL E. (514) 523-0055	<b>PLAZA ST-HUBERT</b> CHIF 7140 ST-HUBERT (514) 273-0655	<b>ST-LÉONARD</b> CHIF 5950 MÉTROPOLITAIN E. (514) 254-3800
---	--	--

<b>LASALLE</b> CHIF 7077 BOUL. NEWMAN (514) 366-9922	<b>ROSEMÈRE</b> CHIF 401 CURÉ-LABELLE (450) 434-3771	<b>TERREBONNE</b> CHIF 1424 BOUL. MOODY (450) 964-2241
---	---	---

• PLACE ST-EUSTACHE (450) 472-2231 • GALERIES RIVE-NORD (450) 654-5997 • PLACE VERSAILLES (514) 353-2174 • MAIL MONTENACH (450)467-8559 • GALERIES JOLIETTE (450) 752-0005 • CENTRE ROCKLAND (514) 343 0646

**NOUS EMBAUCHONS** Conseillers et Gérants pour Montréal / Rive Nord / Rive Sud  
Salaire + commissions. Bonus performance. Formation et avantages. Envoyez votre CV par télécopieur au (514) 254-9596 ou par courriel mauricep@centrehifi.com

Malgré toute l'attention apportée à la conception de cette annonce, des erreurs auraient pu s'y glisser, nos succursales afficheront les susdites corrections s'il y a lieu. Ces offres sont d'une durée limitée ou selon la quantité. \* Sur approbation du crédit de Financière Wells Fargo ou House Hold Finance. Seulement avec la carte Centre Hi-Fi. Les taxes sont payables à l'achat. Promotion 12 ou 24 ou 36 mois sans intérêt : Exemple sur achat de 1000.00\$ 12 mensualités de 83.33\$ sans intérêt. Promotion 6 mois / 90 jours sans paiement, ni intérêt : Aucun intérêt si payé en entier avant terme, solde sujet à 28.9% annuel. Illustrations peuvent différer. Ne peut jumeler 2 promotions. Détails sur place.

## MONDE

## LE TOUR DU GLOBE

ITALIE  
Berlusconi ciblé ?

PHOTO REUTERS

Silvio Berlusconi (au centre) sourit.

Le chef du gouvernement italien Silvio Berlusconi a affirmé hier être la cible d'un projet d'attentat terroriste kamikaze dans un stade de football. « C'est l'Italie qui est en jeu. Nous sommes exposés aux attaques meurtrières du terrorisme », a indiqué M. Berlusconi, qui affirme avoir tenté de dissuader le président américain George W. Bush de procéder à une intervention militaire en Irak. L'Italie, un des plus fidèles alliés du gouvernement américain, dispose d'environ 3000 soldats dans le pays depuis juin 2003. Elle a fait l'objet de reconnaissances terroristes de groupes islamistes.

d'après AFP

ÉTHIOPIE  
Nouveaux affrontements

Des tirs et des affrontements sporadiques entre sympathisants de l'opposition éthiopienne et policiers ont fait deux morts et plusieurs blessés hier à Addis-Abeba, au troisième jour de violences ayant déjà fait au moins 35 morts et 200 blessés. Environ 2000 personnes ont été arrêtées depuis mardi dans la capitale, ont en outre indiqué des sources diplomatiques concordantes. Le Parti de la coalition pour l'unité et la démocratie (CUDP), principal parti de l'opposition, refuse de reconnaître les résultats des élections qui ont donné la victoire au parti au pouvoir.

d'après AFP

JAPON  
Reprise des négociations

Le Japon et la Corée du Nord ont repris hier à Pékin les négociations sur la normalisation de leurs relations diplomatiques après un an de suspension, néanmoins sans grand espoir de percée cette fois-ci, a-t-on appris de source diplomatique japonaise. Lors de ces pourparlers, qui devraient durer deux jours, Tokyo espère avancer sur le dossier douloureux des enlèvements de Japonais par des agents nord-coréens pendant la guerre froide, principal obstacle à une normalisation.

d'après AFP

GRANDE-BRETAGNE  
Prix controversé

PHOTO AP

Margaret Thatcher

L'ancien premier ministre conservateur britannique Margaret Thatcher a reçu un prix rendant hommage aux femmes d'exception hier à Londres, lors d'une cérémonie boycottée par deux Nord-Irlandaises, qui devaient elles aussi être couronnées. Depuis le meurtre de leur frère par des éléments incontrôlés de l'IRA en janvier, Claire et Catherine Mc Cartney se sont élevées à Belfast contre la loi du silence qui protège le groupe paramilitaire. « En tant que famille républicaine irlandaise, nous ne pouvons pas partager une estrade avec un ancien premier ministre qui a infligé des blessures à notre pays », ont-elles dit.

d'après AFP

## Affaire Plame : Libby plaide non coupable

L'avenir de Rove à la Maison-Blanche en suspens



ALEXANDRE SIROIS

WASHINGTON — L'affaire Valerie Plame a continué de tenir le haut du pavé hier dans la capitale américaine, au grand malheur de George W. Bush et des membres de son administration.

L'ancien chef de cabinet du vice-président Dick Cheney, Lewis « Scooter » Libby, a dû comparaître pour la première fois devant un juge. Parallèlement, on remettait publiquement en question l'avenir de Karl Rove, le « cerveau » de Bush, à la Maison-Blanche.

Libby, épinglé par le procureur Patrick Fitzgerald vendredi dernier, a plaidé non coupable hier aux cinq chefs d'accusation portés contre lui.

« En plaidant non coupable, il a déclaré au monde entier qu'il est innocent », a sèchement martelé un membre de sa nouvelle équipe d'avocats, Ted Wells, à la sortie du tribunal.

« Il a déclaré qu'il veut laver son nom et qu'il veut un procès avec jury », a ajouté l'avocat, qui a la réputation d'être l'un des meilleurs au pays.

Libby a été accusé la semaine dernière de parjure, de faux témoignage et d'entrave à la justice. On allègue qu'il a tenté de bernier des enquêteurs cherchant à découvrir si l'identité de Valerie Plame, une agente secrète de la CIA, a été divulguée illégalement.

## Cheney comme témoin ?

Le bras droit de Cheney a dû se soumettre à la traditionnelle prise de photos et d'empreintes digitales. Signe des problèmes des républicains à Washington, leur ancien leader à la Chambre des représentants, Tom Delay, avait dû subir une humiliation similaire le mois dernier.

La prochaine étape des procédures judiciaires, pour Libby, n'est prévue qu'au début du mois de février. C'est dire que l'affaire s'étirera pendant plusieurs longs mois et embarrassera encore longtemps le président et son équipe. Tout particulièrement Cheney, qui pourrait être appelé à témoigner.

Le scandale devient par ailleurs de plus en plus gênant pour Karl Rove, le plus précieux conseiller de Bush et l'architecte de ses victoires politiques.

Selon un article publié hier à la une du *Washington Post*, qui a eu l'effet d'une bombe, des hauts responsables de la Maison-Blanche souhaitent qu'on montre la porte à Rove.

« On ne peut avoir de nouveau départ

tant que Karl est là », a soutenu une source anonyme, interrogée par le quotidien de référence de la capitale nationale.

Le porte-parole de la Maison-Blanche n'a pas confirmé un éventuel départ de Rove, mais il a évité de nier la chose. « Il n'y a pas de discussion quant à des changements de personnel en dehors des départs normaux qui se produisent », a déclaré hier Scott McClellan.

Il a ajouté que « c'est toujours la prérogative du président d'avoir en place l'équipe qui, estime-t-il, lui permettra d'aller de l'avant ».

## Rove : l'étau se resserme

Rove est d'autant plus encombrant qu'on spéculait de plus belle sur sa possible inculpation pour ses agissements dans le cadre de l'affaire Plame. En annonçant l'inculpation de Libby, la semaine dernière, le procureur Patrick Fitzgerald a dit que son enquête n'était pas encore terminée.

Or, il s'avère que Fitzgerald a rencontré cette semaine l'avocat de Matthew Cooper, un journaliste du magazine *Time* avec qui Rove a discuté de Valerie Plame en 2003. On apprendra vraisemblablement au cours des prochaines semaines si le procureur inculpera le principal stratège du président.

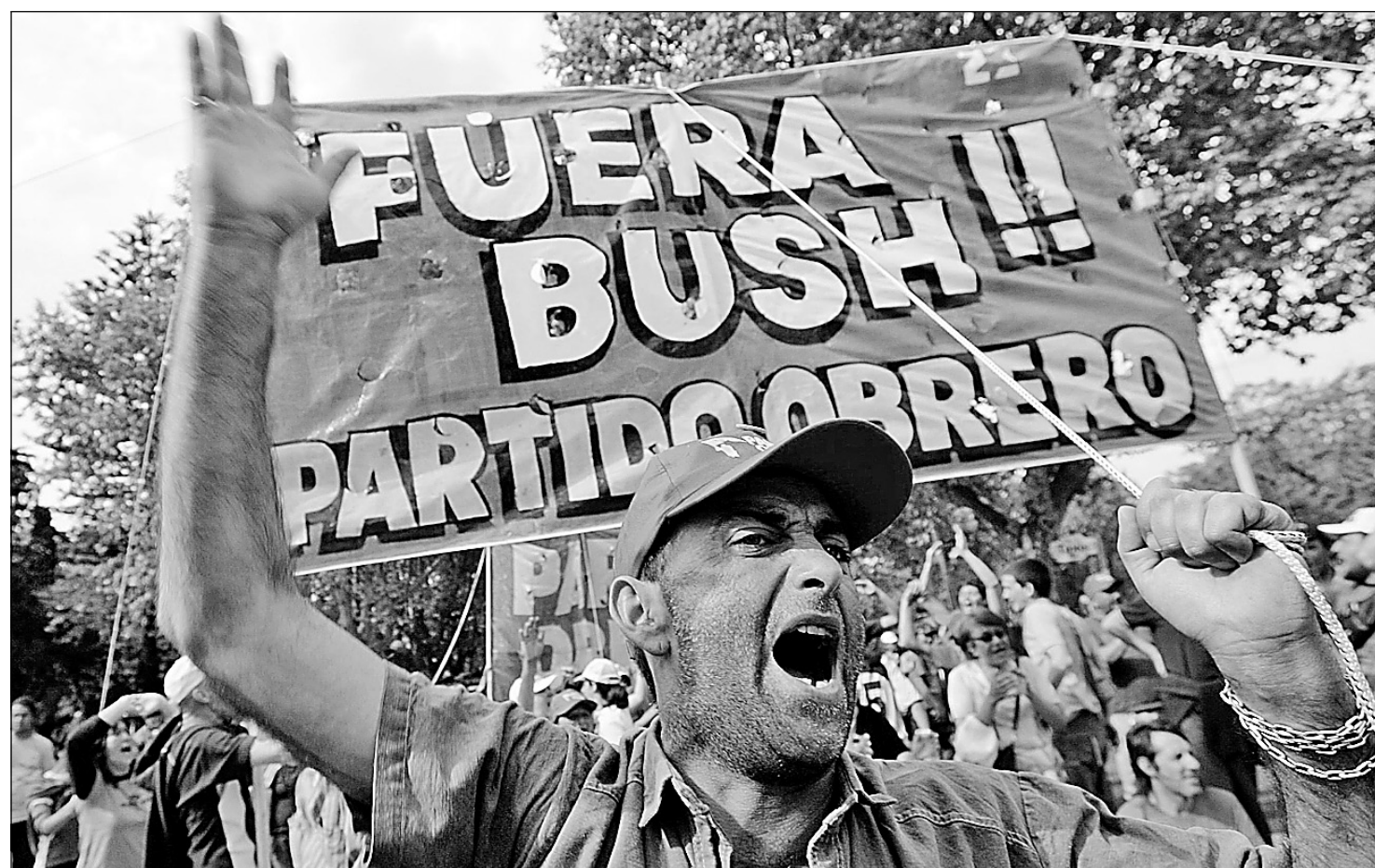


PHOTO CARLOS BARRIA, REUTERS

L'heure est à la contestation dans la station balnéaire de Mar del Plata, en Argentine, où les protestataires se trouvent tant à l'intérieur du 4<sup>e</sup> Sommet officiel protégé par 10 000 agents de sécurité, qu'au 3<sup>e</sup> Sommet des peuples rassemblé dans un stade voisin.

## SOMMET DES AMÉRIQUES

## Vers l'affrontement Bush-Chavez?



JOONEED KHAN

REGARD  
SUR LE MONDE

Le président états-unien George W. Bush est parti hier pour l'Argentine, où s'ouvre aujourd'hui le 4<sup>e</sup> Sommet des Amériques. Mais l'opposition croissante de la plupart de ses homologues de l'hémisphère, et l'hostilité ouverte des organisations populaires, ne lui laisseront aucun répit des revers politiques qu'il a laissés derrière lui à Washington.

Blanchi par la commission Gomery, le premier ministre canadien Paul Martin entend par contre en profiter pour renforcer sa crédibilité auprès de ses homologues, et peut-être pour se trouver des alliés dans son bras de fer commercial avec les États-Unis, son grand et difficile partenaire de l'ALENA.

Le rapport de force mondial et le poids des États-Unis étant ce qu'ils sont, l'heure reste en effet à la contestation. Et dans la station balnéaire de Mar del Plata, les contestataires se trouvent tant à l'intérieur du 4<sup>e</sup> Sommet officiel protégé par 10 000 agents de sécurité, qu'au 3<sup>e</sup> Sommet des peuples rassemblé dans un stade voisin.

Nouvelle astuce préventive? Bush a désamorcé quelque peu l'explosion qui se profile en admettant aux médias que le

grand projet d'une Zone de libre-échange des Amériques (ZLEA), lancé au tout premier Sommet des Amériques, en 1994 à Miami, était « bloqué ».

## Subventions agricoles

Il n'abandonne pas pour autant, a-t-il dit, « mais je pense qu'il faut maintenant se pencher sur les négociations globales et s'entendre sur la réduction des subventions agricoles pour sauver la conférence de l'OMC à Hong Kong le mois prochain », a-t-il dit. L'Amérique latine, les Caraïbes, et les autres pays du Sud, n'en demandent pas mieux.

L'affrontement entre Bush et Hugo Chavez, du Venezuela, est fort attendu. L'aveu de Bush sur le blocage de la ZLEA aurait pu pacifier Chavez, qui oeuvre à renforcer plutôt la coopération Sud-Sud. Mais Bush a trouvé un nouvel irritant : il a demandé pourquoi le Venezuela, riche en pétrole, veut aussi développer l'énergie nucléaire.

Quant à Chavez, il a déclaré sur *Telesur*, la nouvelle chaîne continentale qu'il a lancée avec trois pays voisins, qu'il « pourrait interrompre Bush si celui-ci émet un doute sur la qualité de la démocratie vénézuélienne », ajoutant : « Je préfère les interruptions et les débats à la monotonie des discours. »

Chavez participera avec l'idole du soccer argentin Diego Maradona à un rassemblement anti-Bush organisé par le Sommet des peuples, a confirmé son ministre des Affaires étrangères Ali Rodriguez Araque.

## Le Québec et Cuba

Ce Sommet parallèle a pris son envol lundi avec un méga spectacle multiculturel en présence de délégués de centaines

d'ONG de l'hémisphère. On trouve parmi eux une délégation du Québec représentant une vingtaine de groupements du Réseau québécois sur l'intégration continentale (RQIC).

Expulsé de l'OECA depuis 1962, Cuba est exclu du Sommet officiel. Mais il a envoyé des centaines de délégués au Sommet parallèle, menés par Ricardo Alarcon, le président du Parlement.

Intervenant hier au Sommet parallèle, un délégué haïtien, Marc Arthur Fils-Aimé, de l'Institut culturel Karl-Léveque, a dénoncé la situation d'Haïti à la veille d'élections sous « occupation militaire étrangère ». Le peuple haïtien n'a pas besoin de soldats de l'ONU, mais de coopérants comme les Cubains, qui ont plus de 500 experts, dont 300 médecins, à l'oeuvre à travers le pays, a-t-il dit.

Maradona et le leader bolivien Evo Morales, candidat à la présidence, attendus par train spécial de Buenos Aires à la tête d'une forte délégation participent aujourd'hui à un défilé monstre contre Bush.

Enfin, dans un message au Sommet officiel, les membres d'Amnesty International dans les Amériques exigent la protection intégrale des droits humains pour tous, l'évaluation préalable et subséquente de l'impact sur les droits humains de tout accord commercial ou financier, la consultation des populations touchées, la fin de l'impunité, le renforcement des droits des peuples indigènes et la reconnaissance des droits sociaux et économiques au même titre que tous les autres droits de la personne.

Avec BBC, Bloomberg, Reuters, AP, Chicago Tribune et Alterpresse.

# Al-Qaeda menace d'exécuter deux otages marocains en Irak

D'APRÈS AFP ET AP

BAGDAD – L'organisation Al-Qaeda en Irak a annoncé hier son intention d'exécuter deux otages marocains et un religieux du courant chiite de Moqtada Sadr a appelé à se débarrasser des groupes sunnites extrémistes tandis que les Irakiens fêtaient l'Aïd al-Fitr au milieu de mesures de sécurité renforcées.

Le Maroc s'est déclaré « consterné » par l'annonce d'Al-Qaeda en Irak, qui a affirmé que les deux otages, employés de l'ambassade du royaume à Bagdad, étaient « membres du régime apostat » de Rabat.

« Le royaume du Maroc a pris connaissance avec consternation de cette annonce et dénonce avec la plus grande vigueur ces procédés barbares et ignominieux, totalement contraires aux nobles préceptes de l'islam et aux antipodes des valeurs fondamentales de l'humanité », affirmé le ministre marocain des Affaires étrangères.

Abderrahim Boualem, 55 ans, chauffeur, et Abdelkrim Mouhafidi, 49 ans, préposé à l'entretien, avaient disparu le 20 octobre avant que leur rapt soit annoncé.

Malgré le renforcement du dispositif de sécurité, avec de nouveaux barrages érigés dans Bagdad, deux attentats suicide ont eu lieu en pays sunnite : selon la police, une première voiture piégée a explosé prématurément et une autre a percuté un mur de protection en béton face à un poste de

police. Il n'y a pas eu de victime.

Mais un officier de l'armée irakienne a été tué et trois soldats blessés par des tirs rebelles au nord de Bagdad, selon l'hôpital de Mokdadia.

## Haro sur les extrémistes

Le nouveau bilan de l'attentat de mercredi à la voiture piégée près d'une mosquée chiite et d'un marché à Moussaïeb, au sud de Bagdad, est de 27 tués et 63 blessés.

Cet attentat antichiite était le troisième commis depuis samedi

**« Le royaume du Maroc a pris connaissance avec consternation de cette annonce et dénonce avec la plus grande vigueur ces procédés barbares et ignominieux, totalement contraires aux nobles préceptes de l'islam. »**

quand une camionnette avait explosé sur une place de marché au nord de Bagdad, tuant 27 civils ; lundi, la ville de Bassora était frappée d'un attentat similaire qui avait fait 18 tués.

Réagissant à ces violences, un proche de Moqtada Sadr a appelé à l'unité des Irakiens pour se dé-

barrasser des groupes extrémistes sunnites.

« Nous devons nous unir pour combattre le terrorisme et nous débarrasser des gens comme Al-Qaeda, qui disent tuer au nom de l'islam alors qu'ils sont des apostats », a déclaré, fusil à la main, cheikh Hazem al-Araji dans son prêche à l'occasion de l'Aïd al-Fitr à la mosquée al-Kazimiyah, à Bagdad.

Les chiites d'Irak ont célébré l'Aïd en ordre dispersé, les partisans de Sadr observant la fin du jeûne du ramadan comme les sunnites, alors que ceux du grand ayatollah Ali Sistani jeûnaient encore. Ils fêteront aujourd'hui.

L'armée états-unienne a annoncé entre-temps la mort de deux GI hier dans deux incidents séparés, à Baaqouba et Ramadi, ce qui porte à neuf le nombre de militaires états-unien tués en Irak en trois jours.

Ces décès portent à 2030 le nombre de militaires et civils assimilés américains morts depuis l'invasion du pays en mars 2003.

L'hélicoptère états-unien qui s'est écrasé mercredi à l'ouest de Bagdad, tuant ses deux membres d'équipage, a peut-être été abattu par des insurgés, a déclaré à la presse un général de l'armée américaine, Rick Lynch.

Al-Qaeda en Irak a affirmé que ce sont ses combattants qui ont abattu l'appareil, un AH-1 Super Cobra, avec un missile Strela.

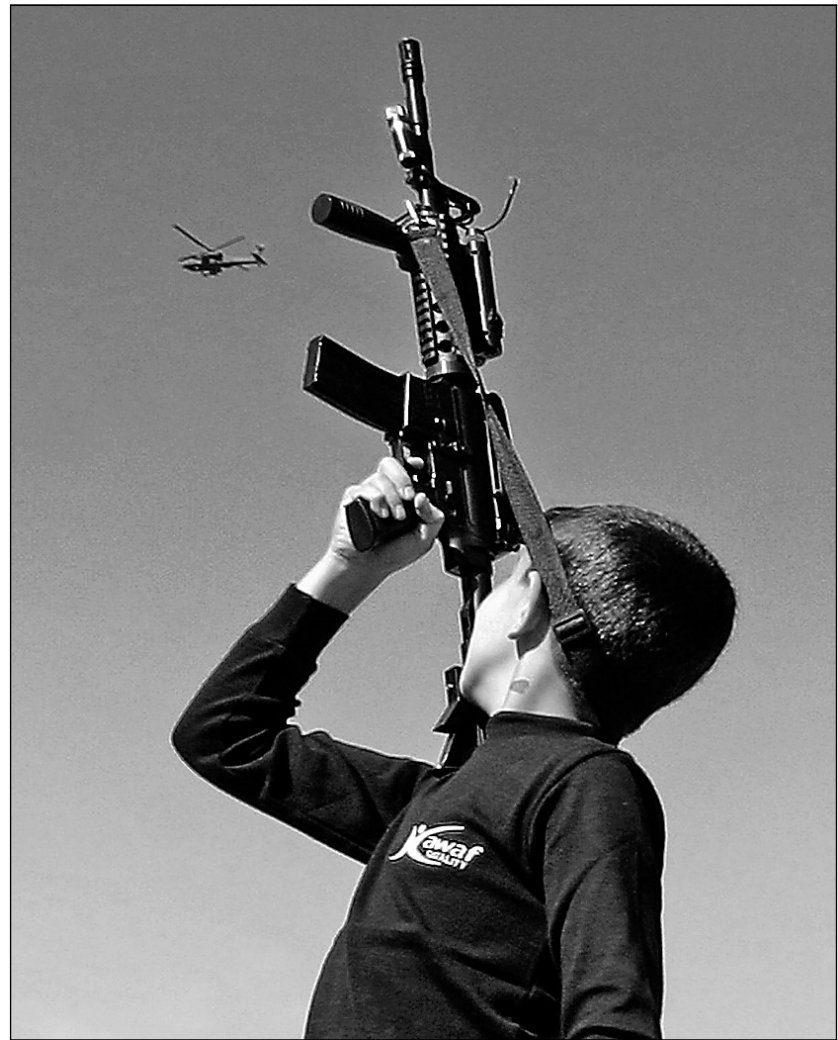


PHOTO REUTERS

Un enfant irakien fait semblant de cibler un hélicoptère militaire avec sa mitraillette-jouet. Mercredi, des insurgés ont abattu un hélicoptère américain à l'ouest de Bagdad, tuant ses deux membres d'équipage.

## PRISONS SECRÈTES DE LA CIA

# La Pologne et la Roumanie nient l'existence des « sites noirs »

AGENCE FRANCE-PRESSE

VARSOVIE – Plusieurs pays post-communistes d'Europe de l'Est, en particulier la Pologne et la Roumanie, ont démenti hier l'existence sur leur territoire de prisons secrètes où, selon le *Washington Post*, la CIA détiendrait des membres du réseau terroriste Al-Qaeda.

Le quotidien américain a affirmé mercredi que la CIA détenait des terroristes d'Al-Qaeda dans des prisons secrètes, surnommées « sites noirs », dans huit pays, y compris la Thaïlande, l'Afghanistan et « plusieurs pays démocratiques d'Europe de l'Est », dont il n'a pas dévoilé les noms.

L'organisation américaine de défense des droits de l'homme Human Rights Watch a précisé qu'elle soupçonnait la Pologne et la

dèles alliés de George W. Bush depuis le début de la crise irakienne.

Plusieurs responsables polonais

**« L'existence de prisons secrètes ne me semble pas compatible avec la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne », a déclaré Friso Roscam Abbing, porte-parole de la Commission européenne.**

Roumanie d'héberger des prisons clandestines.

La plupart des pays post-communistes d'Europe de l'Est, et en particulier la Pologne, sont de fi-

se sont empressés d'affirmer hier que leur pays n'avait jamais été contacté par les États-unis dans cette affaire.

« Je ne sais rien à ce sujet », a

déclaré à la presse le ministre polonais de l'Intérieur Ludwik Dorn.

« Nous ne détenons pas de terroristes et nous ne les interrogeons pas », a également déclaré à la radio privée ZET Jerzy Szmajdzinski, qui a été ministre de la Défense de 2001 jusqu'à ce que le nouveau gouvernement de droite prennent ses fonctions lundi.

À Bucarest, le premier ministre roumain Calin Tariceanu a de même démenti l'existence de « sites noirs » sur le territoire de son pays.

« Il n'y a pas de bases de la CIA en Roumanie », a assuré M. Tari-

ceanu mercredi soir.

Interrogée par l'AFP, la porte-parole du ministère roumain des Affaires étrangères Corina Vintan a affirmé que la question de l'hébergement de telles prisons en Roumanie ne s'était « jamais posée au niveau du gouvernement ».

La Hongrie a officiellement démenti avoir jamais été contactée par les États-Unis et la Slovaquie a affirmé n'abriter aucune prison de ce type.

La Commission européenne a souligné hier que des prisons secrètes de la CIA dans l'Union européenne ne seraient pas compatibles avec ses valeurs.

« L'existence de prisons secrètes ne me semble pas compatible avec la Charte des droits fondamentaux de l'UE », a déclaré Friso Roscam Abbing, porte-parole du commissaire à la Justice Franco Frattini.

Huit pays post-communistes sont entrés l'an dernier dans l'Union européenne et deux autres, la Roumanie et la Bulgarie, doivent adhérer, en principe en 2007.

AMEUBLEMENT

# Lida

La signature de qualité !

**OFFRE IRRÉSISTIBLE**  
Table rectangulaire,  
4 chaises plus  
2 chaises capitaine

**1995\$** Cette semaine, nous payons la TPS et la TVQ ou 36 mois de paiements égaux.

4270, rue Jarry Est (angle Provencher) St-Léonard (Québec) H1R 3V1  
Tél. : (514) 725-8311

# PLACE VERSAILLES

LE CENTRE DE L'ÉLÉGANCE

## Le Père Noël arrive en hélicoptère

# Samedi 10h

## Soyez de la fête !

Super défilé avec fanfare & nombreux amis du Monde Merveilleux de Disney. Ballons et bonbons pour tous!

Plus de 225 magasins incluant Winners HomeSense, Zellers et Maxi. Ouverture bientôt de Bureau en Gros Tunnel Lafontaine et rue Sherbrooke Est. Métro Radisson

## MONDE

# Haïti porte plainte aux États-Unis contre Jean-Bertrand Aristide

## L'ex-président haïtien est accusé « d'avoir pillé le Trésor public »

AGENCE FRANCE-PRESSE

MIAMI — Le gouvernement haïtien a porté plainte aux États-Unis contre l'ex-président Jean-Bertrand Aristide, exilé depuis 2004 en Afrique du Sud, pour avoir volé des « millions de dollars » d'argent public et participé à un trafic de drogue.

Selon des documents judiciaires obtenus hier, la plainte accuse l'ancien chef d'État « d'avoir pillé le Trésor public », « volé des revenus de la compagnie de téléphone nationale haïtienne », et « d'avoir encouragé, protégé, participé et profité d'un trafic de drogue illégal en Haïti et passant par Haïti ».

Elle a été déposée mercredi soir dans un tribunal fédéral de Miami, car une partie de l'argent détourné a été transférée vers des banques et des entreprises situées aux États-Unis, notamment en Floride.

Il s'agit d'une « plainte sans fondement déposée par le gouvernement de Vichy en Haïti », a dénoncé l'avocat d'Aristide à Miami, Ira Kurzban, en allusion au régime français qui a collaboré avec l'Allemagne nazie lors de la Seconde Guerre mondiale. Elle fait partie « de la même campagne de désinformation entamée sous la présidence de Bill Clinton », a-t-il ajouté.

La plainte du gouvernement provisoire haïtien survient un mois avant les premières élections générales programmées en Haïti depuis la chute d'Aristide en février 2004. Après plusieurs reports, un scrutin présidentiel et parlementaire est attendu en décembre mais aucune date n'a encore été publiée.

Selon le gouvernement haïtien, les détournements de « dizaines de millions de dollars », au profit de la famille d'Aristide, de partisans, d'amis ou d'associés, ont débuté en 2001 et se sont prolongés jusqu'en 2004.

Plus de 16 millions de dollars auraient été transférés entre 2001 et 2003 d'un compte du secrétaire particulier d'Aristide détenu à la Banque centrale d'Haïti vers la Banque populaire haïtienne (BPH), contrô-

**Il s'agit d'une « plainte sans fondement déposée par le gouvernement de Vichy en Haïti », a dénoncé l'avocat d'Aristide à Miami, Ira Kurzban, en allusion au régime français qui a collaboré avec l'Allemagne nazie lors de la Seconde Guerre mondiale.**

lée par l'État, puis versés à des entreprises privées liées à l'ancien président et ses associés.

Outre Aristide, sept personnes et une entreprise sont visées par la plainte du gouvernement haïtien. Parmi elles, figurent l'ancien ministre de l'Économie et des Finances Faubert Gustave, qui habite à Sarasota, en Floride, et l'ancien directeur de la BPH, Rodné Deschêne, habitant dans l'État du Massachusetts.

« Vaste gabegie »

Les accusations de participation à un trafic de drogue relancent des soupçons anciens sur la transformation d'Haïti en plaque tournante pour le trafic de drogue sous le régime Aristide.

Récemment, quatre anciens hauts fonctionnaires haïtiens, ayant travaillé pour l'ancien président, ont été jugés pour trafic de drogue ou blanchiment d'argent à Miami. Trois d'entre eux ont été reconnus coupables, le quatrième innocent.

Depuis le départ d'Aristide, deux rapports officiels avaient déjà accusé l'ancien régime d'Aristide de détournements de fonds publics.

Il y a une semaine, une enquête de l'Unité centrale de renseignements financiers (UCREF, organisme étatique) sur la gestion de la présidence d'Aristide entre 2001 et 2004 a conclu à une « vaste gabegie administrative ».

L'UCREF a demandé qu'une convocation pour témoigner soit émise par la justice contre Aristide et contre des anciens ministres pour « blanchiment des avoirs provenant du trafic illicite de la drogue et d'autres infractions graves, de soustraction de deniers publics, forfaiture, concussion et corruption de fonctionnaires publics ».

Les résultats de l'enquête ont montré des détournements de fonds par le truchement de sociétés écrans créées en vue de récupérer des fonds publics au profit de trois institutions privées d'Aristide.



PHOTO D'ARCHIVES AFP  
L'ancien président haïtien Jean-Bertrand Aristide est exilé en Afrique du Sud depuis 2004.

# AUTO À VENDRE?

## APPELEZ LE 987-VENDU

pour vendre rapidement votre véhicule dans les Petites Annonces de *La Presse* et recevez **automatiquement** une

### CARTE-CADEAU DE 20\$

échangeable à

la Baie

Pendant 7 jours, pour seulement 51,75\$ (taxes en sus) votre annonce sera véhiculée dans :

- LES PAGES DES PETITES ANNONCES
- LE CAHIER L'AUTO DU LUNDI
- SUR LE SITE MONVOLANT.CA

Cette offre s'adresse aux particuliers seulement et se termine le 18 novembre 2005. Aucun changement ne peut être apporté au texte original en cours de publication. Vous pouvez annuler après la première parution; cependant la facturation s'établira obligatoirement pour les 7 jours. Payable avant publication.

**LA PRESSE**

LES PETITES ANNONCES  
**987 - VENDU**  
1 - 866 - 987 - VENDU

3333516A

## EN BREF Contre les bang au-dessus de Gaza

Des organisations humanitaires ont lancé une action devant la Cour suprême israélienne cette semaine pour réclamer la fin des bang supersoniques provoqués par l'aviation israélienne au-dessus de la bande de Gaza, qualifiés de « punition collective » pour la population de la zone. L'armée israélienne refusait de commenter cette affaire. « Puisque la question est soumise à la Cour suprême, la réponse sera donnée dans ce cadre », a réagi le porte-parole de l'armée. Les avions israéliens provoquent des bang supersoniques au-dessus de la bande de Gaza à toute heure

du jour et de la nuit alors qu'ils passent sous le mur du son en survolant les territoires israéliens. Le Dr Eyad Sarraj, un psychiatre de la bande de Gaza, a expliqué que ces bang supersoniques ont des effets graves sur les enfants, provoquant anxiété, panique, peur, manque de concentration et problèmes scolaires, selon un communiqué. Il a aussi noté que le nombre de fausses couches augmentait pendant les périodes intensives de survol. L'armée israélienne utilise ces bang supersoniques pour effrayer les Palestiniens lors des périodes agitées, les bang pouvant être assimilés à un tir de missile, et a maintenu cette pratique depuis son retrait complet de la bande de Gaza en septembre. Selon les deux organisations qui ont lancé cette action devant la Cour suprême, les « bang sont une punition collective contre la population civile, et par consé-

quent illégale » d'après le droit international.

## Nouveaux cas de grippe aviaire en Asie

La Chine a annoncé la découverte d'un nouveau foyer de grippe aviaire, le quatrième depuis un mois. Le virus a tué 8940 poulets dans un village au nord-est du pays, provoquant l'abattage de 369 900 oiseaux par les autorités. Par ailleurs, malgré des mesures toujours plus importantes pour combattre l'épidémie, le Vietnam a hier l'existence de foyers de grippe aviaire dans trois villages du nord du pays. Plus de 3000 volailles sont mortes de la maladie ou ont été abattues cette semaine dans les trois villages de la province qui ont été placés en quarantaine et désinfectés. Associated Press

## Liquidation de matériel d'auberge

**Le dimanche 6 novembre 2005, de 10 h à 17 h**  
**TÉL. : (450) 834-2364**

4333, ch. du Lac-Brennan, Rawdon (Québec) J0K 1S0

- Description :** Tables et chaises en pin et érable
- Systèmes de chauffage et climatisation
  - Cuisinière au gaz avec hotte et système de CO2
  - Distillateur d'eau Durastill • Purificateur d'air
  - Four à micro-ondes • Chaise empilable
  - Casseroles et vaisselle divers
  - Armoires, matelas, « racks » • Évier en inox • etc.

ON TROUVE DE TOUT POUR BÉBÉ MÊME DES BAS PRIX !

**Bébé dépôt PLUS** **SUPER LIQUIDATION Reg. Béregogo**

Très grand choix d'articles pour bébé

(poussettes, sièges d'auto, chaises hautes et beaucoup plus...)

319\$ 279<sup>99</sup>\$

209\$ 179<sup>99</sup>\$

209\$ 179<sup>99</sup>\$

BEBECAR GRACO ZOOPER maclaren Modèles sélectionnés

1104, rue St-Zotique (coin Christophe-Colomb), Montréal  
www.bebedepotplus.com • 514-270-8845

## Résultats

TVA, le réseau des tirages

LOTTO 649	Tirage du 2005-11-02	GAGNANTS		LOTS	
		6/6	5/6+	0	4 238 115,00 \$
09 13 14 40 43 49		5/6+	2	151 361,20 \$	
Complémentaire : 32		5/6	95	2 632,30 \$	
		4/6	5 872	80,70 \$	
		3/6	117 606	10,00 \$	
		2/6+	78 266	5,00 \$	
		Ventes totales :		14 536 444 \$	
		Prochain gros lot (appr.) :		9 000 000 \$	

Quebec 49	Tirage du 2005-11-02	GAGNANTS		LOTS	
		6/6	5/6+	0	1 000 000,00 \$
03 18 22 39 48 49		5/6+	0	50 000,00 \$	
Complémentaire : 05		5/6	15	500,00 \$	
		4/6	689	50,00 \$	
		3/6	14 278	5,00 \$	
		Ventes totales :		464 274,50 \$	

W Joker		Tirage du 2005-11-03	
Lettre gagnante		J	
		07 16 24 26 41	

Quintissime		Tirage du 2005-11-03		Extra		Tirage du 2005-11-02		Extra		Tirage du 2005-11-03	
734	8167	NUMÉRO 625267		NUMÉRO 670210							

Banco		Tirage du 2005-11-03							
03 31	04 32	13 36	14 42	15 44	17 46	21 55	24 59	26 63	30 70

**SUPER 7** GROS LOT CE SOIR **15 000 000 \$**

Les modalités d'encaissement des billets gagnants paraissent au verso des billets. En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle de L-Q, cette dernière a priorité.

# Ce soir 19 h 30 Il va y avoir du sport

Toronto est-elle culturellement plus *hot* que Montréal ?  
Avec Line Beauchamp, François Cardinal, Michel Labrecque et Serge Joyal.  
Les communautés culturelles sont-elles racistes ?  
Avec Rachad Antonius, Harry Delva, Chantal Jolis et Amir Khadir.

Invité : Guy Fournier



telequebec.tv

Télé-Québec

3333516A

Venez **célébrer Noël à la ville!**

**rue Sainte-Catherine 0. seulement**

**Le samedi 5 novembre**

**de 8 h à midi, obtenez**

**15 % de rabais additionnel\***

**en réglant avec votre carte de crédit Hbc**

Sur les prix de liquidation et 15 % de rabais\* sur les prix ordinaires.

Précisions ci-dessous.

**De plus, à l'achat de 25 \$ ou plus, le stationnement est gratuit!**

Précisions ci-dessous.†

Le magasin est ouvert jusqu'à 17 h



**Faites-vous photographe avec le père Noël!**

À l'achat de 75 \$\* ou plus d'articles Christmas Street®, recevez un bon pour une photo gratuite avec le père Noël à compter du 12 novembre, date de son arrivée à la Baie

Le bon est valide en tout temps jusqu'au 24 décembre. \* Avant taxes.

**30 % de rabais**

- tenues mode, marques griffées comprises, à prix ordinaire pour tous Exception : articles de la boutique le Président.
- collections jeans griffées à prix ordinaire pour elle et lui Pour elle : Polo Jeans, Guess Jeans, DKNY Jeans et Silver; pour lui Polo Jeans, Guess Jeans, DKNY Jeans et Buffalo

**50 % de rabais**

Arbres et ornements de Noël

**40 % de rabais**

Serviettes et accessoires de salle de bains Christmas Street®

**jusqu'à 40 % de rabais**

Chaussures, bottes et pantoufles pour toute la famille Exception : Hugo Boss

**35 % de rabais**

sous-vêtements et chaussettes pour lui Exceptions : Jockey, CK, McGregor et Hugo Boss

**55 % de rabais**

duos-sommeil à prix ordinaire Recevez une carte-cadeau Hbc de 50 \$ à l'achat d'un duo-sommeil Exception : articles à prix de liquidation.

**25 % de rabais**

litérie et accessoires de salle de bains à prix ordinaire et de liquidation

**25 % de rabais**

De Noël : choux, papier-cadeau, cartes en boîte et étiquettes

**10 % de rabais**

gros électros et appareils électroniques à prix ordinaire Exceptions : Bose et Miele.

**15 % de rabais**

petits électros de cuisine et d'hygiène personnelle à prix ordinaire

**20 % de rabais**

meubles à prix ordinaire et de liquidation



**Recevez une carte-cadeau Hbc\*\* à l'achat de meubles**

Achat de 1 000 \$ à 1 499 \$\* : carte-cadeau de 75 \$; de 1 500 \$ à 1 999 \$\* : carte-cadeau de 150 \$; de 2 000 \$ à 2 499 \$\* : carte-cadeau de 250 \$; de 2 500 \$\* ou plus : carte-cadeau de 300 \$.

\* Avant taxes. Une carte-cadeau par achat. \*\* Exception : articles à prix de liquidation.

**Aucune mensualité durant 12 mois!**

- Meubles
- Gros électros
- Appareils électroniques
- Duos-sommeil

- **Aucun intérêt • Aucun acompte**
- **Aucune taxe et aucuns frais de livraison payables à l'avance**

**En réglant avec votre carte de crédit Hbc.**

Achat minimal de 499 \$ (avant taxes) réglé avec votre carte de crédit Hbc. Précisions ci-dessous.



Le programme « ne payez rien avant 12 mois » ou « payez en 12 mensualités égales » est offert sur approbation du crédit (achat minimum de 499 \$ avant les taxes). Selon le programme, l'achat est payable 12 mois plus tard, ou en 12 mensualités égales; sauf pour (a) les frais de sursis de 69,95 \$ ou 54,95 \$ liés au programme choisi (non applicables au Québec), (b) les taxes et (c) tous les frais optionnels qui doivent être réglés au moment de l'achat. Le taux annuel en pourcentage (TAP) de 14 % s'applique aux frais de sursis. Aucun intérêt n'est imputé au compte durant la période visée. Veuillez consulter un associé de la Baie pour obtenir une copie des conditions et modalités.

Le choix varie selon le magasin. Les rabais sont sur nos prix ordinaires, sauf avis contraire. Exceptions : articles « Bon prix la Baie tous les jours », « Nouvellement réduit », « Achat-choc », « Offre spéciale de la direction », Salviati Vera Wang, Home Studio, Liz Claiborne Home, GlucksteinHome, ceux des rayons concédés et de la Fondation Hbc et mode maison Mantles. Les mentions « ACHAT-CHOC » et « Offre spéciale de la direction » indiquent que nous avons trouvé une aubaine incroyable dont nous voulons vous faire profiter. Si nous indiquons un PRIX DE COMPARAISON, il s'agit du prix qu'un autre détaillant canadien a établi pour un article de qualité identique ou comparable. Notez que pour les articles « Achat-choc », « Offre spéciale de la direction » et ceux de L'Entrepôt du style en magasin, les quantités sont limitées, le choix varie selon le magasin et aucuns bons d'achat différé ni articles de substitution ne sont offerts. La mention « PRIX CISEAUX » signifie que le bas prix au quotidien existant est temporairement réduit. Précisions en magasin.

\* Rabais de 15 %. Exceptions : produits cosmétiques et parfumés, gros électros, appareils électroniques, meubles, duos-sommeil, montres Gucci, musique, films, ordinateurs, jeux vidéo, logiciels, offres « Un achat, un article gratuit », articles « Nouvellement réduit » et ceux des rayons concédés. D'autres exceptions s'appliquent. Précisions en magasin.

† Stationnement gratuit toute la journée au Parkade de la rue Aylmer avec tout achat de 25 \$ ou plus. Bon de stationnement offert au service à la clientèle.

## FORUM

André Desmarais > Président du conseil d'administration  
 Guy Crevier > Président et éditeur  
 Philippe Cantin > Vice-président à l'information et éditeur adjoint  
 Éric Trotter > Directeur de l'information André Pratte > Éditorialiste en chef

LA PRESSE

## ÉDITORIAUX

## Un second mandat pour M. Tremblay



apratte@lapresse.ca  
 ANDRÉ PRATTE

Les Montréalais voteront dimanche pour déterminer qui, de Pierre Bourque ou de Gérard Tremblay, sera leur prochain maire. Nous souhaitons qu'ils renouvellent leur confiance en M. Tremblay.

Les campagnes électorales municipales suscitent rarement les passions, et celle qui s'achève n'aura pas fait exception. Ni l'un ni l'autre des deux principaux partis en lice n'a présenté une vision séduisante ou originale de l'avenir de Montréal. Quant aux priorités, leurs programmes se ressemblent : propreté, nids-de-poule, aide aux familles...

Une nouvelle formation, Projet Montréal, met de l'avant un programme résolument axé sur le développement durable. Projet Montréal identifie, avec raison,

**Gérald Tremblay a démontré qu'il pouvait naviguer en eau trouble. Le maire est un homme droit, sincère, digne de confiance.**

l'étalement urbain et la domination de l'automobile comme les principales menaces pour la prospérité et la qualité de vie à Montréal. Mais les solutions proposées sont dirigistes, coûteuses (2 à 3 milliards par an !) et dans certains cas d'une naïveté déconcertante. Le chef, Richard Bergeron, est un urbaniste sans expérience en gestion publique ou en politique. Bref, ce tiers parti a certainement une contribution utile à apporter au débat, mais il devra prendre de la maturité avant d'être considéré comme un prétendant sérieux.

Le choix de dimanche se fera donc, essentiellement, entre deux hommes. Comme le dit son slogan, Pierre Bourque connaît Montréal par coeur. On ne peut mettre en doute la sincérité de son engagement pour la ville qu'il a dirigée pendant huit ans. Il sait se faire aimer des gens. Mais, on l'a vu pendant huit ans, l'homme gou-

## Le fardeau



kgagnon@lapresse.ca  
 KATIA GAGNON

Dieu qu'il devait être lourd, le fardeau de Jacques Demers. Imaginez, une seule minute, le stress constant auquel il s'est soumis pendant des années. Occuper une fonction aussi en vue, et complexe, qu'entraîneur du Canadien de Montréal, sans savoir lire, ni écrire. On se demande souvent où se trouve le million de Québécois analphabètes. Cette semaine, Jacques Demers a eu le courage de nous dire : ici. Moi, j'en suis un. Son aveu sera un puissant moteur pour des centaines de jeunes affligés de ce handicap.

En fait, l'ex-entraîneur du Canadien est un magnifique exemple de résilience, cette capacité de « rebondir » dans une vie semée d'obstacles. Son père, alcoolique et violent, a sérieusement entamé son estime de lui-même alors qu'il était tout petit. Battu, ridiculisé chez lui, nul à l'école, le petit Jacques a réussi à passer par-dessus tout cela. Et s'est hissé, à la force de bras, hors d'un milieu pauvre pour devenir une vedette du hockey professionnel. Il est la preuve vivante qu'une enfance difficile ne conduit pas nécessairement à la déchéance. Cependant, les gens qui passent à travers une telle enfance en ressortent nécessairement avec un fardeau. Ceux de Jacques Demers ont été l'analphabétisme, doublé d'une anxiété dévorante. Ces handicaps l'ont miné toute sa vie.

Comme ils minent des milliers de personnes au Québec. Des

verne en solitaire et s'entoure de gens faibles pour mieux dominer. Il a un côté autocrate qui indispose ; qui d'autre signerait sa plateforme électorale « votre maire pour toujours » ?

La gestion de Pierre Bourque est par nature instinctive et désordonnée. Son programme est typique de ce manque de rigueur : parmi une foule de mesures, l'ancien maire promet d'augmenter le budget des arrondissements de 200 millions sur quatre ans, de geler les tarifs du transport en commun pour quatre ans (10 millions par an), et d'abolir la surtaxe sur l'eau (45 millions par an). Où trouvera-t-il l'argent ? Dans de vagues compressions à réaliser dans la machine municipale.

Gérald Tremblay gère Montréal depuis quatre ans dans le contexte extrêmement difficile des fusions-défusions. Compte tenu de ces circonstances, il a remarquablement bien réussi. Lors des référendums défusionnistes, il a su garder à Montréal des arrondissements aussi importants que Dorval, Outremont et Saint-Laurent. À l'issue d'une partie de bras de fer, M. Tremblay vient de convaincre le gouvernement du Québec d'accorder à la Ville de Montréal une place prédominante au conseil d'agglomération, instance qui gèrera les services communs offerts sur l'île.

Si Pierre Bourque est un autocrate, Gérald Tremblay est un technocrate, friand des théories de gestion à la mode et de graphiques incompréhensibles. Le maire a toutefois investi beaucoup d'énergie à se rapprocher des gens, s'assurant notamment d'être sur place dès qu'un incident d'envergure — incendie, inondation — se produisait.

M. Tremblay a lutté avec énergie et succès pour garder à Montréal le Grand Prix de formule I et l'hôpital des Shriners. Envers et contre tous, il a sauvé les Championnats mondiaux de natation de 2005, qui étaient en train de couler à pic.

En somme, Gérald Tremblay a démontré qu'il pouvait naviguer en eau trouble. Le maire est un homme droit, sincère, digne de confiance. Tout indique qu'il sera en mesure de bien gouverner Montréal au cours des quatre prochaines années.

moins jeunes, comme Jacques Demers, mais aussi, et c'est particulièrement dramatique, de tout jeunes adultes. Décrocheurs, ou abonnés aux classes spéciales peuplées d'élèves en difficulté, ils sortent de l'école avec une capacité de lecture très limitée. Il y a tout juste six mois, une étude de Statistique Canada montrait que 38 % des jeunes Canadiens étaient incapables de comprendre un texte simple. Précisons : contrairement à Jacques Demers, qui avait de la difficulté à déchiffrer un article de journal, ces jeunes savent décoder les mots. Mais ils ne comprennent pas vraiment le sens de ce qu'ils lisent. Ils ne sont pas beaucoup plus avancés.

Et ils évoluent dans un monde bien différent de celui qu'a connu Jacques Demers. Une société de l'écrit, de l'informatique, où la maîtrise des codes linguistiques est si indispensable qu'elle condamne ceux qui ne la possèdent pas à la marginalité la plus totale. Demers raconte d'ailleurs qu'à la fin de sa carrière dans le hockey, alors qu'il était dépisteur pour le Canadien, il était hanté par le projet de son patron de fournir à ses employés des ordinateurs portables, afin d'achever plus rapidement leurs commentaires à l'organisation. Un analphabète, aujourd'hui, serait absolument incapable de faire ce boulot.

Le message de l'ex-entraîneur du Canadien, un homme respecté, et admiré dans les milieux les plus modestes, est donc capital. Votre handicap n'est pas une honte, dit-il aux jeunes analphabètes qui en sont issus. Et en l'admettant, vous pouvez vous en sortir. Voilà un témoignage, venant d'un homme qui n'a jamais été capable d'écrire qu'en lettres carrées, qui sera probablement plus efficace qu'une montagne de savants documents gouvernementaux.

## L'INCROYABLE SUSPENSE DES ÉLECTIONS MUNICIPALES SE POURSUIT



serge.chapleau@lapresse.ca

DROITS RÉSERVÉS

## LA BOÎTE AUX LETTRES

&gt; Pour nous écrire : forum@lapresse.ca

## Mauvaise gestion de crise

Je crois que, malheureusement pour lui, André Boisclair a mal géré cette « crise » concernant son passé. Et, à la défense du jeune candidat, il faut ajouter qu'il est de toute évidence très mal conseillé par son entourage politique et ses responsables des communications. Lorsqu'on est coincé dans un tel piège, il faut être humble, franc et direct. Ce qui n'a pas été le cas. Ce qui m'amène à me demander jusqu'à quel point monsieur Boisclair sera, dans l'éventualité où il deviendrait chef du parti et possiblement premier ministre, en mesure de bien gérer les crises qui surviendront alors. J'en doute fort.

Robert Lussier  
 Montréal

## Boisclair doit tenir bon

Ceux qui exigent le retrait d'André Boisclair devraient savoir qu'ils s'appuient sur une absurdité historique qui s'appelle la prohibition. On a, au début du 20<sup>e</sup> siècle, dressé une liste arbitraire des drogues à interdire. Ces drogues avaient toutes en commun de provenir de l'étranger et de n'avoir aucun usage médical connu. Xénophobie et puritanisme ! Ainsi a-t-on mis sur la liste des drogues interdites la marijuana et laissé circuler l'alcool. Entre les deux, c'est pourtant l'alcool qui représente le plus grand danger. On préfère l'ignorer, mais l'alcool est une drogue forte qui se classe parmi les plus susceptibles d'engendrer la toxicomanie. Un comité scientifique français concluait en 1994 que « la distinction entre les drogues licites et les drogues illicites ne repose sur aucune

base scientifique cohérente ». C'est sur la base de cette incohérence qu'on a, depuis bientôt un siècle, créé une criminalité artificielle, jeté des gens en prison, brisé des vies et alimenté des appareils policiers aussi inutiles que coûteux. Il faudra bien un jour s'attaquer à cette absurdité. André Boisclair doit refuser de laisser ruiner sa carrière et dire NON aux hypocrites qui veulent le faire tomber. Que celui qui n'a jamais pris un coup de trop lui jette la première pierre !

Roch Côté  
 Val-David

## De l'inquiétude

Pour moi, c'est très simple. La consommation de stupéfiants, dont la cocaïne, est un acte criminel. Et, ce qui empire les choses, c'est qu'il a consommé alors qu'il était ministre. J'aurais perdu mon emploi immédiatement si j'avais été dans la même situation. C'est totalement inacceptable. Jamais je ne voterai pour lui et j'aurais honte de l'avoir comme premier ministre. Dommage, car je crois qu'il aurait pu faire bien. Son manque de transparence m'inquiète au plus haut point.

P. Doreen Perreault

## Un signe de paresse

Il est vrai que la candidature à la direction du PQ d'André Boisclair est marquée par un passé qui laisse bien du monde perplexe. Je voudrais ajouter ici une affaire qui, me semble-t-il, n'a pas été beaucoup évoquée et qui devrait donner à réfléchir à ses jeunes supporteurs. Alors

qu'une forte proportion de ceux-ci ont investi efforts, discipline, sacrifices et argent pour développer leurs compétences en vue d'une formation professionnelle, celui-ci a préféré la facilité de la belle vie, l'abandon des études pour s'engager sans préparation académique dans une aventure politique qui aura finalement été facile. Cette faiblesse qu'il peut masquer par son génie de la parole ne tarderait pas à se vérifier s'il en venait à occuper les hautes fonctions auxquelles il aspire. Ne pas reconnaître qu'il faut plus que le raccourci d'un bref séjour à Harvard (!) pour se donner une formation intellectuelle sérieuse, est un signe de paresse.

Claude Poulin  
 Sillery

## Trop dit ou pas assez

Il en a trop dit ou pas assez pour fuir encore la vérité. Bien plus que les paroles d'une chanson d'autrefois, ces mots expriment parfaitement la situation dans laquelle se trouve André Boisclair. À quand une entrevue de fond pour vider la question une fois pour toutes ? L'aspirant à la direction du PQ ne trouvera de repos que lorsqu'il se sera mis à table. Quoi qu'on en dise, s'adonner à la cocaïne n'est pas une activité banale. Non seulement c'est extrêmement dommageable pour la santé, mais c'est aussi carrément illégal. Je souhaite que monsieur Boisclair se réveille enfin et cesse de nous servir des « pas de commentaire » à droite et à gauche. La population québécoise mérite mieux que cela.

Martin Dupuis

## CYBERPRESSE.CA

## Un cri haineux



Le président Mahmoud Ahmadinejad

L'appel du président iranien visant à effacer Israël de la carte du monde doit être condamné. Voilà ce qu'écrit en substance Alain-Michel Ayache, spécialiste du Proche et du Moyen-Orient et chercheur associé à la chaire Raoul-Dandurand de l'UQAM dans un texte intégral publié aujourd'hui sur Cyberpresse.ca/opinions.

M. Ayache conclut : « Passer sous silence ou avec des condamnations timides cet appel au génocide ne fait que généraliser une image néfaste de l'Islam en Occident, à un moment crucial où les Musulmans cherchent à changer leur image à la suite des attentats terroristes du 11 septembre 2001. Ainsi, il est plus que jamais important que les hautes instances islamiques au Québec, au Canada et partout dans le monde condamnent ouvertement un tel appel et se séparent finalement et formellement de tels discours intégristes et réducteurs. »

Lisez et commentez sur :  
 Cyberpresse.ca/opinions

## Santé: parlons solidarité

ALAIN  
DUBUC

COLLABORATION SPÉCIALE

Le Québec est toujours et encore la province canadienne qui dépense le moins pour les soins de santé. C'est une réalité qui devrait jeter un éclairage intéressant sur nos débats sur la solidarité.

En 2004-2005, la dépense en santé par habitant s'élevait à 2375 \$ au Québec, quand la moyenne canadienne s'établissait à 2653 \$. Cela place le Québec solidement au dixième rang des provinces, assez loin derrière celle qui se trouve au neuvième rang, le Nouveau-Brunswick, plus pauvre que le Québec et qui réussit pourtant à consacrer 2604 \$ par habitant à la santé. Et très loin d'une province comme l'Alberta, qui dépense 2949 \$ par personne.

Voilà ce que nous disent les données les plus récentes de l'Institut canadien d'information sur la santé, l'ICIS, publiées cette semaine. En fait, si le Québec consacrait autant d'argent à la santé que le reste du Canada, il faudrait injecter deux milliards de plus dans le système.

Pour éviter que le débat s'engage dans les ornières habituelles, notons tout de suite que ces données, qui n'ont rien d'honorables, ne résultent pas d'une quelconque dérive « néo-libérale » du gouvernement Charest. Le virage qui a amené le Québec à dépenser moins que les autres en santé s'est produit bien avant son arrivée.

////////////////////

Le Québec a longtemps été la province qui dépensait le plus en santé. La cassure a eu lieu au début des années 90 et surtout à partir de 1995, sous la houlette des trois premiers ministres péquistes, Jacques Parizeau, Lucien Bouchard et Bernard Landry, dont les efforts ont fait passer le Québec au dernier rang depuis 2002-2003. L'arrivée des libéraux, forts de leur promesse électorale, a plutôt mené à un réinvestissement en santé depuis 2004-2005.

Il est clair que cela s'explique par la lutte contre le déficit dans laquelle s'est lancé le gouvernement péquiste de l'époque. Une lutte qui a été plus féroce qu'ailleurs, parce que la situation financière du Québec était plus précaire que celle des autres provinces. On ne peut reprocher ce choix nécessaire.

Mais ce sur quoi on peut s'interroger, c'est sur le fait que cette lutte contre le déficit n'a pas épargné la santé. Le Québec a été la seule province qui n'a pas hésité à réduire le niveau réel des dépenses de santé plusieurs années. C'est un choix que l'Ontario de Mike Harris n'a pas fait, ni l'Alberta de Ralph Klein.

Cela nous mène à un paradoxe. Le Québec, qui se targue d'avoir des valeurs de solidarité plus marquées qu'ailleurs au Canada, est la province qui consacre le moins de ses ressources collectives à ce qui est quand même un pilier majeur de notre filet de sécurité sociale, un programme public que les citoyens trouvent essentiel, et un grand symbole de la solidarité. Le Québec consacre 31,2 % de ses dépenses de programme à la santé, ce qui le place là aussi au dixième rang, très loin derrière la moyenne canadienne de 38,7 %, très loin derrière l'Ontario qui consacre 44,4 % de ses dépenses publiques à la santé.

On notera au passage que le sous-financement de la santé ne peut pas, dans ce contexte, s'expliquer par les dysfonctionnements du fédéralisme. Le Québec évolue dans le même régime fédéral que les autres provinces et cela n'empêche pas celles-ci de consacrer 15 % de plus à la santé.

Il est vrai que la quantité ne signifie pas nécessairement qualité. Et si le Québec dépensait moins parce qu'il gérait mieux, qu'il réussissait à faire autant avec des ressources moindres, on applaudirait. Mais rien n'indique que le Québec se distingue, comme le montrent les listes d'attentes, les pénuries, les goulots d'étranglement.

Le Québec réussit à dépenser moins que les autres en comprimant deux postes de dépenses. Profitant du fait qu'ils sont moins mobiles que leurs collègues des autres provinces, le Québec paie ses médecins moins que partout ailleurs, moins que dans les provinces pauvres ; cela explique 40 % de l'écart. Expédient utile, on doit se demander si cette mesure est sage à moyen terme, car elle comporte un coût important, en termes de pénurie, de motivation, d'intensité du travail. L'autre poste où le Québec dépense moins, c'est la santé publique, quoiqu'il est tout à fait possible qu'il y ait là un problème de compatibilité des données.

Par contre, et c'est aussi là que l'on retrouve une manifestation du modèle québécois, il y a un seul poste de dépenses en santé où le Québec dépense plus que toutes les autres provinces, et c'est l'administration ! 77 \$ par personne au Québec, 49 \$ au Canada, 38 \$ en Ontario. Est-ce bien là que l'on veut que s'exprime notre solidarité ?

COURRIEL

Pour joindre Alain Dubuc  
adubuc@lapresse.ca

# Deux solitudes ?

## Il y a lieu de se demander si on peut à la fois être « lucide » et « solidaire »

LUC GODBOUT



*L'auteur est professeur à la faculté d'administration de l'Université de Sherbrooke et chercheur à la chaire de recherche en fiscalité et en finances publiques.*

Lucien Bouchard et onze personnalités publiques de toutes allégeances politiques publiaient récemment le manifeste *Pour un Québec lucide*. Cette semaine, Françoise David et 30 cosignataires leur répondaient par un autre manifeste, *Pour un Québec solidaire*.

Plutôt que de susciter un débat sur l'avenir du Québec, ces manifestes semblent conduire à la cristallisation des positions en deux solitudes : les « lucides » et les « solidaires ». Pour les uns, l'importance a été mise sur la compétitivité de l'économie québécoise et sur les moyens financiers à dégager. Pour les autres, l'accent a été mis sur les choix de sociétés en vue de définir un projet collectif.

Un trait d'union entre les « lucides » et les « solidaires » est-il possible ? Peut-on à la fois être lucide et solidaire ? Bien sûr, certains points de vue bien ancrés sur le remboursement de la dette ou sur des réinvestissements massifs en dépenses publiques semblent irréconciliables. Toutefois, tout

**Le défi de la société québécoise consiste à éviter les dialogues de sourds.**

n'est pas perdu. On dénote quelques points communs, notamment sur le déclin démographique. Également, les deux groupes s'entendent sur le fait que le Québec tire le diable par la queue et qu'il peine déjà à boucler son budget.

Je l'avoue d'emblée, je suis davantage à l'aise avec les propos des « lucides », sans pour autant rejeter en bloc les pistes explorées par les « solidaires ».

Besoins financiers

Je concentrerai mon exposé uniquement sur les besoins financiers du Québec, besoins financiers qui iront en s'agrandissant avec le choc démographique. Hormis le déséquilibre fiscal reconnu tant par les « lucides » que les « solidaires », les divergences

apparaissent dans leurs pistes de solutions. Doit-on recourir davantage aux taxes à la consommation, il faut hausser les tarifs d'hydroélectricité ou doit-on plutôt demander une contribution accrue aux sociétés ?

Du côté de l'utilisation accrue des taxes à la consommation, il faut d'abord se poser la question, a-t-on raison de vouloir diminuer le poids de l'impôt sur le revenu, seul impôt véritablement progressif, qui par ses caractéristiques facilite la personnalisation de la taxation ? Ici, la position des « lucides » et des « solidaires » s'oppose. Notons toutefois que l'utilisation de l'impôt sur le revenu des particuliers dans le total des recettes fiscales au Québec (33,8 %) dépasse de neuf points de pourcentage l'utilisation moyenne des pays de l'OCDE (24,9 %). Pour cette raison, l'idée de revoir le dosage des impôts est une position que je défends déjà. On ne parle pas ici de réduire le fardeau fiscal, mais de modifier la manière de le percevoir. (...)

En ce qui concerne les tarifs d'hydroélectricité, ce n'est pas parce qu'Hydro-Québec « nous appartient » qu'elle doit vendre son produit à rabais. L'utilisation du juste prix pour un bien ou service, qu'il soit public ou privé, est le signal économique pour optimiser sa quantité consommée et minimiser son gaspillage. En plus du risque de gaspillage, il faut, encore une fois, garder à l'esprit qu'un tarif préférentiel ne bénéficie pas seulement aux contribuables à faibles revenus, mais à l'ensemble de la population, au riche comme au pauvre. En outre, il faut toujours rappeler que l'argent découlant d'une augmentation des tarifs d'électricité n'irait pas dans le néant. La somme additionnelle pourrait être mise de côté en vue d'assurer aux générations futures des services publics comparables à ceux d'aujourd'hui avec un effort fiscal comparable à celui de 2005 : une sorte de péréquation intergénérationnelle !

Je me permets donc un oui prudent aux pistes financières des « lucides » pourvu que cela ne se fasse pas n'importe comment. En majorant les tarifs d'hydroélectricité et en déplaçant le fardeau fiscal de l'impôt sur le revenu vers la TVQ, les contribuables québécois verront leur revenu disponible affecté. Là-dessus, le revenu minimum garanti proposé par les « lucides », une fois précisé, peut rallier les « solidaires » (...)

De leurs côtés, les « solidaires » répandent la fausse rumeur que les entreprises québécoises sont moins imposées qu'ailleurs. Pour illustrer leur propos, il mentionne le faible taux d'imposition des profits au Qué-

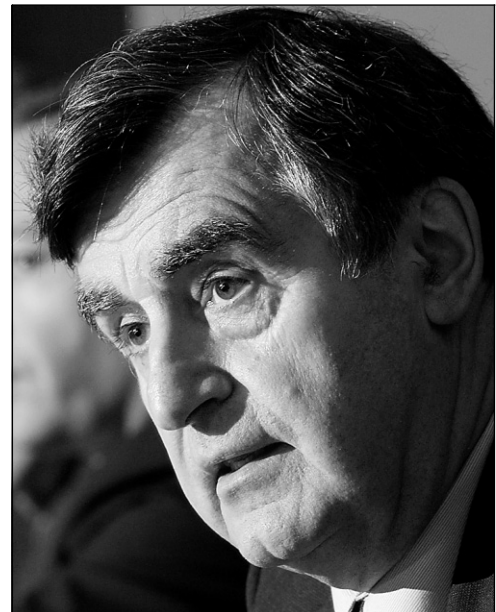


PHOTO ARCHIVES, LA PRESSE

Lucien Bouchard

bec. Or, à lui seul le taux d'imposition des sociétés peut offrir une image illusoire. Il a certes son importance, mais il faut également prendre en compte les autres paramètres fiscaux qui vont influencer la charge fiscale nette des sociétés. À cet égard, il convient d'analyser la fiscalité des sociétés en tenant compte à la fois de l'impôt sur le bénéfice, de la taxe sur le capital et des taxes sur la masse salariale. Or, avec les données globales, on constate non seulement une fiscalité plus lourde au Québec, mais son aggravation au cours des dernières années. (...)

Je considère que les « solidaires » font fausse route en mentionnant que les entreprises québécoises sont moins imposées qu'ailleurs. De plus, il propose de rétablir « le taux de participation des entreprises aux recettes de l'État qui prévalaient il y a encore dix ans ». Or, ce taux qui représentait 18,1 % du total des recettes fiscales du Québec en 1993 atteignait 20,4 % en 2003. Ainsi, pour rétablir le taux, le Québec devrait réduire ses prélèvements auprès des sociétés !

Malgré des divergences sur les moyens à prendre, ces deux manifestes ont le même objectif : accroître le mieux-être des Québécois. Alors même si ce brassage d'idées arrive à point nommé, le défi de la société québécoise consistera à éviter les dialogues de sourds. Pour obtenir l'effet catalyseur souhaité par leurs signataires respectifs, il faut lire ces manifestes, en débattre et proposer des idées additionnelles pour les alimenter.

# De jeunes parents « lucides »

## « Nous sommes inquiets pour l'avenir de nos enfants »

*Nous publions ici un extrait d'un texte dont les coauteurs sont Martin Longchamps, Philippe Bonin et Nicolas Savoie. Ont cosigné : Marie-Claude Dumas, Charles Chevrete, Vito Piazza, Geneviève Biron, Lorena Di Carlo, Pascal Tremblay, Julie Roy, Patrick Beauger, Philippe Labelle, Marie-Chantal Goyette, Kevin Watson, Hugo Boutet, Isabelle Cantin, Michel Mac-cabée, Yanouk Poirier, Jean-Stéphane Yansouni, Marc Antoine Cantin, Carolyn Forsyth, Ugo Dionne, Grégoire Baillargeon, Eric Larose, Jean-François Léveillé, Catherine Houper, Bertrand Bolduc, Martin-Pierre Roussel, Charles-Antoine Roy et Martin Meunier.*

Nous sommes 30 jeunes, tous dans la trentaine, provenant de différentes communautés culturelles et exerçant des professions diverses. Plusieurs d'entre nous ont une famille ou sont à l'aube d'en former une. Nous sommes inquiets pour nos enfants, nous sommes inquiets à propos du fardeau qu'ils porteront. Nous avons choisi de vivre au Québec, car nous y sommes culturellement attachés. Grâce au succès de la Révolution tranquille, la génération de nos parents a mis en place un environnement dans lequel nous avons pu nous développer et réaliser nos aspirations. Nous croyons toutefois que le climat actuel au Québec empêche notre société de progresser et de relever les lourds défis que sont notre endettement public combiné au vieillissement de no-

tre population. En effet, dans 25 ans, quand nos enfants arriveront à peine sur le marché du travail, le ratio de personnes en âge de travailler par retraité sera de 2 pour 1, par rapport à 5 pour 1 aujourd'hui, diminuant d'autant notre capacité collective de payer.

Nous avons donc accueilli comme une bouffée de fraîcheur le manifeste *Pour un Québec lucide* et sommes tous d'accord avec le constat et la plupart des solutions proposées afin de faire face à ces grands défis de société. Nous voulons dans cette lettre fortement dénoncer l'immobilisme dans lequel nous nous trouvons, la défense systématique de nos « vaches sacrées » et la déresponsabilisation collective face à nos problèmes. Il est paradoxal qu'une société qui se dit progressiste comme la nôtre oppose une fin de non

**« Nous réclamons un débat sain qui débouchera sur des solutions durables pour la génération qui nous suivra. »**

recevoir face à tout changement proposé à notre modèle québécois ! Pouvons-nous avoir un débat sans tomber dans la démagogie ?

Notre système de santé, le financement de nos universités et le refus systématique des Partenariats Public-Privé (PPP) sont trois exemples parmi de nombreux autres qui illustrent très bien l'immobi-

lisme actuel dans lequel nous nous trouvons. (...)

L'Irlande

Nous devrions nous inspirer de l'exemple de l'Irlande, qui était au début des années 80 le parent pauvre de l'Europe. Ce pays est aujourd'hui devenu le deuxième pays le plus riche de l'Union européenne, après le Luxembourg, et devant même son ancien colonisateur, la Grande-Bretagne et ce, en une génération ! Le secret : le gouvernement, les syndicats, les gens d'affaires et les groupes de pression se sont entendus sur l'adoption d'un programme fiscal austère, une augmentation modérée des salaires des travailleurs, un taux de taxation très bas pour les entreprises, un système d'éducation (ouvert à tous) hors-pair et sur une stratégie concertée afin d'attirer les capitaux étrangers. Les syndicats, loin de nuire à ce processus, ont joué un rôle clé dans l'implantation de ces réformes. Pendant ce temps, la France et l'Allemagne, confortables avec le statu quo, souffrent d'un haut taux de chômage, d'une croissance anémique et voient les services aux citoyens se dégrader. (...)

Nous sommes inquiets pour le Québec, inquiets à propos du fardeau que nous laisserons à nos enfants. Nous réclamons un débat sain qui débouchera sur des solutions durables pour la génération qui nous suivra. Nous sommes prêts à nous retrouser les manches pour le bien de la collectivité. Commençons le vrai débat !

POUR NOUS JOINDRE La Presse, 7, rue Saint-Jacques, Montréal (Québec) H2Y 1K9

VOUS AVEZ UNE NOUVELLE À NOUS TRANSMETTRE ? Écrivez-nous à nouvelles@lapresse.ca

VOUS VOULEZ EXPRIMER VOTRE OPINION ? forum@lapresse.ca

RÉDACTION (514) 285-7070  
commentaires@lapresse.ca

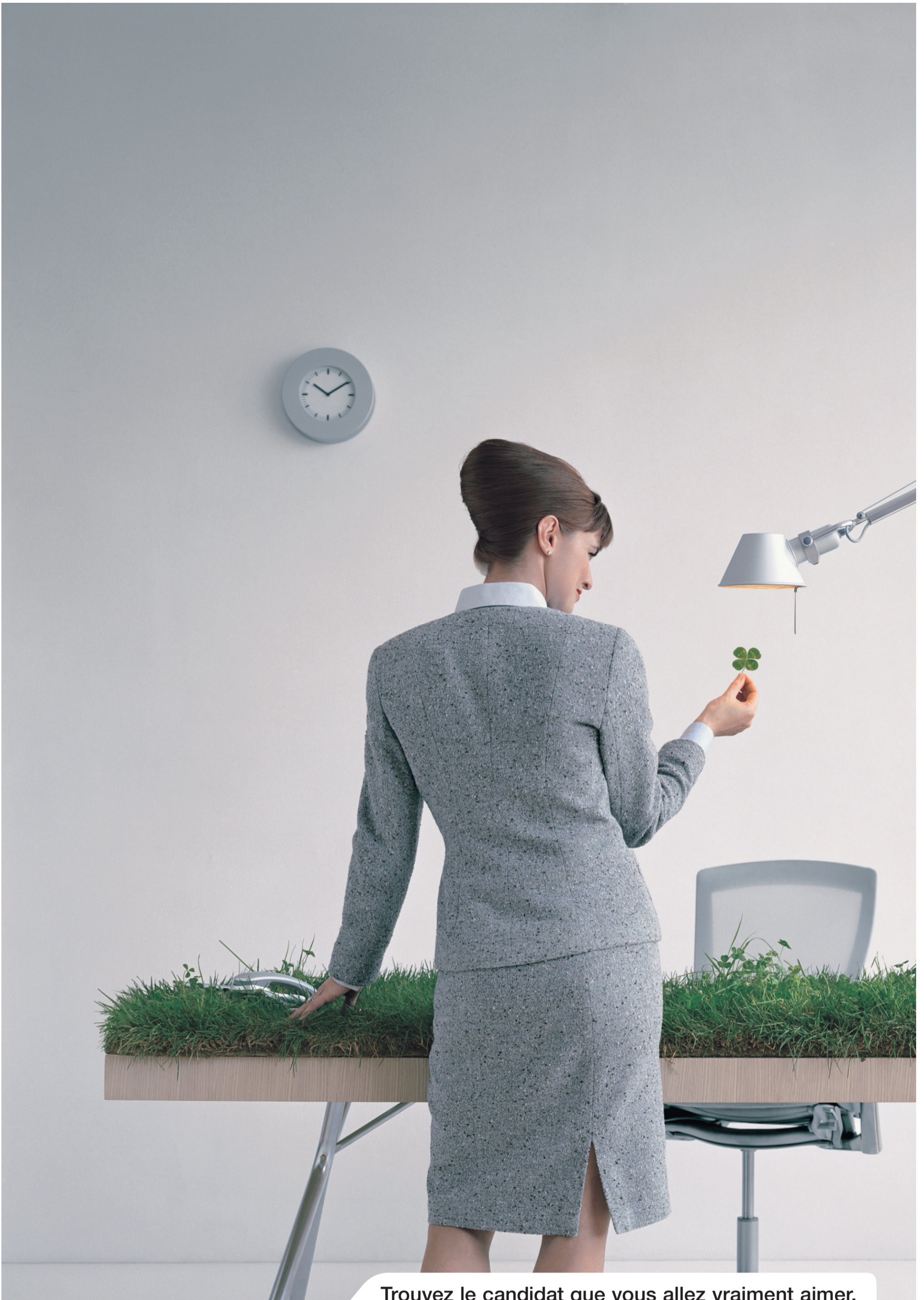
ABONNEMENT (514) 285-6911 ou 1 800 361-7453  
cyberpresse.ca/abonnement

PETITES ANNONCES (514) 987-8363 ou 1 866 987-8363  
petitesannonces@lapresse.ca

DÉCÈS (514) 285-6816  
deces@lapresse.ca

CARRIÈRES (514) 285-7320  
carrieres@lapresse.ca

PUBLICITÉ (514) 285-6931



**Trouvez le candidat que vous allez vraiment aimer.**

Avec ses outils de triage simples à utiliser, workopolis.com vous permet de sélectionner les bonnes candidatures. Oubliez tous les CV non pertinents et concentrez-vous sur les meilleurs. Faites comme 46 des 50 « Employeurs de choix au Canada » laissez workopolis.com travailler pour vous.

**workopolis.com**  
LE PLUS GROS SITE D'EMPLOIS AU QUÉBEC